

L'idée suisse: «ID Swiss» de W. George, C. Davi, F. Bernasconi, K. Musale, S. Werenfels, N. Fares, T. Thümena

Le grand bond du Pacte de l'audiovisuel

En injectant 7,2 millions de francs supplémentaires dans la corbeille du Pacte de l'audiovisuel, la SSR devient le plus gros bailleur de fonds de la production audiovisuelle en Suisse, devançant d'une bonne longueur l'engagement de la Confédération dans ce domaine.

Le 9 août dernier, au Festival de Locarno, le Pacte de l'audiovisuel a été reconduit pour trois ans (1). Non sans éclat, puisque le montant investi annuellement par la SSR dans la production indépendante suisse passe d'un seul coup de 9,3 à 16,5 millions de francs. L'événement est historique, car jamais les ressources destinées à la production d'œuvres audiovisuelles n'avaient progressé de façon aussi spectaculaire (environ un quart de la masse financière disponible). Pour l'ensemble des acteurs de la scène cinématographique et audiovisuelle suisse, cet appel d'air inespéré va se traduire par un accroissement sensible du volume de travail. *Theres*

Suite page 2

Der grosse Sprung des «Pacte de l'audiovisuel»

Durch die Einlage von zusätzlich 7,2 Millionen Franken in den Korb des «Pacte de l'audiovisuel» wird die SRG zum grössten Geldgeber der Film- und Audiovisionsproduktion in der Schweiz und überflügelt deutlich den finanziellen Einsatz des Bundes auf diesem Gebiet.

Am vergangenen 9. August ist anlässlich des Filmfestivals in Locarno der «Pacte de l'audiovisuel» um drei Jahre (1) verlängert worden. Nicht ohne Glanz, denn die jährlich von der SSR in das unabhängige schweizerische Filmschaffen investierten Fernsehgelder wurden mit einem Schlag von 9,3 auf 16,5 Millionen Franken erhöht. Das Ereignis ist historisch, denn noch nie haben die für audiovisuelle Werke fließenden Geldquellen eine derartig spektakuläre Verstärkung erhalten (ungefähr ein Viertel der verfügbaren finanziellen Masse). Für die Gesamtheit der Filmschaffenden wird diese unerwartete Luftzufuhr eine deutliche Steigerung des Arbeitsvolumens zur Folge haben. Die Präsidentin des

Fortsetzung Seite 2

Editorial

Les temps changent – et pas toujours dans le même sens. Longtemps, le cinéma et la télévision ont fait bande à part. Aujourd'hui, l'engagement financier spectaculaire de la SSR (16,5 millions de francs) en faveur de la production indépendante suisse change la donne. Pour les cinéastes, la chance – ou le risque! – de rencontrer un public qui les a trop souvent boudés est à saisir. Pour les producteurs, la chance – ou le risque! – de mettre judicieusement leur savoir-faire au service du cinéma et de la télévision est enfin à portée de main. Qu'il soit donc fait le meilleur usage de ces millions tout neufs! Les temps changent aussi pour les exploitants de salles et les distributeurs. Pendant de longues années, ils ont fait de la libre entreprise leur crédo. Or, la révision actuelle de la Loi du cinéma, qui prévoit justement une libéralisation, semble semer la panique. Les arguments avancés sont valables – défense de la diversité culturelle et de l'écologie contre l'implantation de multiplexes – mais ils l'étaient tout autant lorsque d'autres les ont brandis avant eux. De ces débats, deux aspects doivent cependant être retenus. D'une part, la révision de la Loi sur le cinéma est indispensable pour garantir la pérennité de l'aide de la Confédération et son amplification. D'autre part, et dans le climat actuel, des arguments maladroitement avancés donnent des atouts à ceux qui préfèrent faire table rase plutôt que préparer l'avenir avec circonspection.

Michael Sennhauser

Die Zeiten ändern sich – aber nicht immer in die gleiche Richtung. Viele Jahre haben Kino und Fernsehen Distanz gehalten. Heute hat das spektakuläre finanzielle Engagement der SRG (16,5 Millionen Franken) für die unabhängige Schweizer Produktion die Vorgaben verändert. Für die Filmer gilt es jetzt, die Chance – oder das Risiko – wahrzunehmen. Und für die Produzenten besteht jetzt die Chance – oder das Risiko –, ihr Können Fernsehen und Kino zugleich zur Verfügung zu stellen. Die Zeiten ändern sich aber auch für Verleih und Kino. Jahrelang wünschten sich manche Kinobetreiber und Verleiher mehr Bewegungs-, mehr Gewerbfreiheit. Jetzt, da die aktuelle Filmgesetzrevision eine Liberalisierung vorsieht, macht sich plötzlich Angst breit. Und die Argumente, die auf den Tisch kommen, haben durchaus Hand und Fuss, sie hatten es ja auch schon früher, als sie noch von anderer Seite eingebracht wurden: Die kulturelle Vielfalt wird beschworen und einleuchtende ökologische Gründe gegen Multiplexe ins Feld geführt. In der ganzen Diskussion dürfen aber zwei Aspekte nicht vergessen gehen: Die Filmgesetzrevision ist dringend nötig zur Sicherung und Weiterentwicklung der eidgenössischen Filmförderung. Und ungeschickt eingesetzte Argumente liefern im gegenwärtigen Klima auch jenen politischen Kräften Munition, die lieber aufräumen und abschaffen als mit Bedacht an der Zukunft zu arbeiten.

Sommaire/Inhalt

W. Wachtl contre la loi sur le cinéma/W. Wachtl zur Filmgesetzrevision	6
Cinéma tout écran	12
brèves/ kurz	de/ab 3
Lettre de lecteur/ Leserbrief	15

Rubriques/Rubriken

communications	18
festivals/märkte/marchés	20
subventions	21
annonces	22
impressum	22

Suite de la page 1

Le grand bond...

Scherer, présidente de l'Association suisse des producteurs de films, considère pour sa part que c'est «le signal d'un nouveau départ». Les 16,5 millions de francs injectés annuellement par la SSR ces trois prochaines années se répartissent comme suit:

Production TV: 7,4 millions
Production cinématographique: 5,5 millions
Primes Succès passage antenne: 2,6 millions
Succès cinéma: 1,0 million

Non moins historique est le rôle de second plan qui revient désormais à la Confédération. Ce renversement de pouvoir inspire évidemment ça et là certaines craintes quant à l'avenir du cinéma, notamment du côté des réalisateurs. Face à la réalité du financement actuel du cinéma et de l'audiovisuel, cette défiance envers la télévision n'est guère plus défendable que le réduit national. En ratissant large, les fonds confédéraux destinés à la fabrication de films alignent environ 15 millions de francs.

En resserrant les mailles du filet, c'est-à-dire en excluant les prix et la part distribution et exploitation de l'aide liée au succès (Succès cinéma), on retombe à 12 millions de francs, soit 4 millions de moins que la SSR.

Pour mémoire, les ressources de l'Office fédéral de la culture (OFC) dédiées en 1999 à la production de films se découpent comme suit:

Crédit ordinaire: 12 560 000 francs (Aide liée au succès: 1 000 000 francs; production: 7 282 200.-; préparation de projets et réalisation de films cinématographiques: 4 282 200.-; préparation de projets et réalisation de téléfilms: 2 000 000.-; relève et petits budgets: 1'000'000.-; distinctions: 900 000.-; primes de qualité et primes d'études: 650 000.-; copies des films primés: 150 000.-; prix cinématographique: 100 000.-)

Crédit Europe: 2 591 200 francs (Eurimages: 1 500 000.-; coproductions européennes minoritaires suisses: 1 150 420.-)

Le grand bond de la SSR

devance donc celui qu'espérait l'OFC – et qui, aux dernières nouvelles, ne pourrait être qu'un «bondinet» – et suscite des réactions pour l'essentiel très positives. Tous déplorent cependant la prudence des gardiens des cordons de la bourse de la Confédération:

Marc Wehrin, chef de la Section du cinéma de l'Office fédéral de la culture

«Bien sûr, c'est réjouissant! De notre côté, nous avons aussi travaillé dans cette direction. Il y a trois ans, ce Pacte n'aurait pas été conclu si la Confédération ne s'était pas engagée en faveur de l'aide à la production télévisuelle. Aujourd'hui, pour maintenir un certain équilibre dans le partenariat avec la SSR, il faudrait naturellement que la Confédération augmente le crédit cinéma de 4 millions, selon mes calculs. Pour être au même niveau, nous devons pouvoir augmenter de 2 à 4 millions le fonds de l'aide à la production télévisuelle et ajouter 2 millions à celui de la production

cinématographique. Malheureusement, nous n'en sommes pas là et je ne sais pas comment ce problème pourra être géré dans la pratique. Mis à part le fait que «qui paie commande», il y aurait davantage de dynamisme si les deux partenaires se trouvaient à égalité. A nous deux, nous aurions davantage d'impact!»

Raymond Vouillamoz, directeur des programmes de la Télévision suisse romande

«De la part de la SSR, c'est une preuve d'estime envers la profession et je crois que celle-ci reconnaît que la télévision joue

Raymond Vouillamoz



Fortsetzung von Seite 1

Der grosse Sprung...

Schweizerischen Verbandes der Filmproduzentinnen und -produzenten SFP, Theres Scherer, bezeichnet dieses Ereignis für sich persönlich als «Signal für einen neuen Aufbruch».

Die in den nächsten drei Jahren von der SRG jährlich investierten 16,5 Millionen Franken verteilen sich wie folgt:

Fernsehproduktion: 7,4 Millionen
Kinoproduktion: 5,5 Millionen
Prämien für die Ausstrahlung: 2,6 Millionen
Succès cinéma: 1,0 Million

Nicht weniger historisch ist die Rolle des Zweiten, die nunmehr dem Bund zufällt. Dieser Machtwechsel lässt natürlich hier und da gewisse Befürchtungen in Bezug auf die Zukunft des Schweizer Filmschaffens aufkommen, insbesondere bei den Filmgestaltern. Angesichts der Realität der heutigen Finanzierung der Film- und Audiovisionsproduktion

ist das Misstrauen gegenüber dem Fernsehen so wenig zu verteidigen wie das des nationalen Réduit. Ein weites Durchkämmen der Szene zeigt immerhin, dass die der Filmproduktion bestimmten Gelder des Bundes ungefähr 15 Millionen Franken ausmachen. Zieht man das Netz enger, indem die Preise und der Teil Verleih und Kinobetriebe im Zusammenhang mit der erfolgsabhängigen Filmförderung (Succès cinéma) ausgeklammert werden, gelangt man zu 12 Millionen Franken, das heisst 4 Millionen weniger als die SRG.

Informationshalber sei angeführt, dass sich die vom Bundesamt für Kultur (BAK) für 1999 der Filmproduktion gewidmeten Gelder wie folgt aufteilen:

Ordentlicher Filmkredit: 12'560'000.- (Erfolgsabhängige Filmförderung: 1'000'000.-; Produktion: 7'282'200.-; Projektentwicklung und Herstellung von Filmen für das Kino: 4'282'200.-); Projektentwicklung und Herstellung von Filmen für das Fernsehen:

2'000'000.-; Kleiner- und Nachwuchsförderung: 1'000'000.-; Auszeichnungen: 900'000.-; Qualitäts- und Studienprämien: 650'000.-; Kopien der prämierten Filme: 150'000.-; Schweizer Filmpreis: 100'000.-.

Kredit Europäische Zusammenarbeit: 2'591'200 Franken (Eurimages: 1'500'000.-; Europ. Koproduktionen mit Schweiz. Minderheitsbeteiligung: 1'150'420.-).

Der grosse Sprung der SRG übertrifft somit denjenigen, den das BAK erhoffte – der, so lauten die neuesten Nachrichten, nur ein «Sprünglein» sein könne – und er ruft im Wesentlichen sehr positive Reaktionen hervor. Jedermann bedauert jedoch die Vorsicht der eidgenössischen Geldsäckelhüter.

Marc Wehrin, Chef der Sektion Film im Bundesamt für Kultur

«Das ist gewiss erfreulich! Auch wir haben in dieser Richtung gearbeitet. Dieser «Pacte» wäre vor drei Jahren nicht unterzeichnet worden, wenn sich der Bund nicht für die Zulassung von Fernsehproduktionen zur

Förderung engagiert hätte. Um heute ein gewisses Gleichgewicht in der Zusammenarbeit mit der SRG aufrechtzuerhalten, müsste natürlich der Bund nach meiner Berechnung den Kredit für die Filmförderung um 4 Millionen erhöhen. Damit wir auf dem gleichen Niveau liegen, sollten wir den Hilfsfonds für die Produktion von Filmen für das Fernsehen von 2 auf 4 Millionen setzen und den für die Produktion von Filmen für das Kino um zusätzliche 2 Millionen ergänzen. Leider sind wir noch nicht dort angelangt, und ich weiss nicht, wie dieses Problem praktisch gelöst werden kann. Abgesehen von der Tatsache «wer zahlt, befiehlt», entstünde eine grössere Dynamik, wenn die beiden Partner sich auf gleicher Ebene befänden. Gemeinsam hätten wir zwei einen grösseren Einfluss.»

Raymond Vouillamoz, Programmdirektor der Télévision suisse romande (TSR)

«Von Seiten der SRG ist es ein Achtungsbeweis gegenüber

son rôle pour le cinéma. C'est aussi une preuve de continuité du pacte conclu il y a trois ans. Non seulement le pacte, mais ses instruments – par exemple la prime passage antenne etc. – fonctionnent bien. L'augmentation très considérable des moyens du pacte permettra une meilleure efficacité de ces instruments avec, en amont, des sommes injectées dans le cinéma et, compte tenu du fait qu'il y aura toujours plus de minutes de productions suisses diffusées, davantage d'argent pour éviter que les primes «passage antenne» perçues par les productions ne diminuent. Par ailleurs, l'accroissement des fonds consacrés aux coproductions minoritaires permettra d'assurer un peu mieux la continuité du travail des producteurs indépendants. La continuité de leur activité dans le téléfilm est aussi au nombre des objectifs recherchés et les projets qui se préparent, tant en Suisse alémanique qu'en Suisse romande, s'annoncent prometteurs. Cela dit, je ne crois pas qu'à elle seule, la SSR puisse



Martin Schmassmann

sauver le cinéma suisse, de la même manière qu'elle ne peut pas être la panacée à la crise de cohésion que traverse le pays. Si les pouvoirs publics – et le public – ne suivent pas, l'effort de la SSR ne sera pas suffisant. Maintenant, c'est donc au tour de la Confédération de jouer. Sans l'aide des pouvoirs publics, la cinématographie d'un petit pays comme le nôtre ne peut pas survivre, pas plus que le théâtre ou l'opéra. De temps en temps, il arrive qu'un film fasse un malheur, mais c'est aussi rare que de gagner à la loterie!» *Suite page 4*

dem Berufsstand und ich glaube, dieser ist sich bewusst, dass die SRG ihre Rolle zugunsten der Filmbranche richtig spielt. Es ist aber auch ein Beweis der Kontinuität des vor drei Jahren abgeschlossenen «Pacte». Jedoch nicht nur des «Pacte», sondern auch seiner Instrumente – zum Beispiel die Prämie «succès passage antenne» (automatische Ausstrahlungsförderung) usw. – die gut funktionieren. Die sehr beachtliche Erhöhung der Mittel des «Pacte» wird einen effizienteren Einsatz dieser Instrumente erlauben.

Mit den in die Filmproduktion investierten Summen und im Hinblick auf die Tatsache, dass immer mehr Minuten mit Schweizer Produktionen ausgestrahlt werden, ergeben sich mehr Gelder, die verhindern, dass die von den Produzenten bezogenen Prämien «passage antenne» kleiner werden. Im übrigen wird die Erhöhung der Fondsmittel, die den Koproduktionen mit Minderheitsbeteiligung gewidmet sind, etwas besser die Kontinuität der Arbeit der unabhängigen Produ-

zenten sichern. Die Kontinuität ihrer Tätigkeit in der Fernsehfilmproduktion gehört ebenfalls zu den verfolgten Zielen und die Projekte, die sowohl in der deutschen wie auch in der welschen Schweiz vorbereitet werden, sehen viel versprechend aus.

Nun, ich glaube jedoch nicht, dass die SRG allein das Schweizer Filmschaffen retten kann, auf die gleiche Art und Weise, wie es ihr auch nicht möglich ist, das Wundermittel gegen die im Lande herrschende Zusammenhaltskrise zu sein.

Wenn die öffentlichen Stellen – und das Publikum – nicht mitgehen, wird die Anstrengung der SRG ungenügend bleiben.

Es liegt nun beim Bund hier mitzuwirken. Ohne der Hilfe der Behörden kann das Filmschaffen eines kleinen Landes wie des unsrigen nicht überleben, genau so wenig wie das Theater oder die Oper. Es kann passieren, dass von Zeit zu Zeit ein Film einen Bombenerfolg hat. Aber das ist genau so selten, wie das grosse Los in einer Lotterie zu gewinnen.

ZOOM Dokumentation: Zahlen und Fakten veröffentlicht

Für die filmpublizistische Sammlung der ZOOM Dokumentation liegt erstmals eine umfassende Bewertung vor. Im Auftrag der Geschäftsleitung ZOOM hat die TRIALOG Dokumentations- und Organisationsberatung eine Studie verfasst, die den materiellen Wert und die kulturelle Bedeutung der ZOOM Dokumentation detailliert darstellt. Neben den grundlegenden Eckwerten der Stelle sind hier erstmals Zahlen und Fakten über die Archivbestände sowie über die Datenbank für Film veröffentlicht. Besonders interessant ist die Übersicht zu den vorhandenen Filmzeitschriften, zum Benutzerprofil sowie zur Stammkundschaft der Dokumentation. Der materielle Wert der Dokumentation beläuft sich nach den Berechnungen der TRIALOG auf Fr. 17'870'000.–. Dieser Betrag drückt den Kostenaufwand aus, der sich bei einer Neubeschaffung des heutigen Bestands ergeben würde. «Im Vergleich dazu macht der gesamte jährliche Aufwand der Dokumentation von Fr. 214'200.– rund 1,2 % des Wertes aus, den der Bestand heute darstellt. D. h. mit einem vergleichsweise geringen Aufwand kann ein Wert erhalten werden, der andernfalls rasch verloren ginge». Zur Bedeutung der Sammlung, die während 50 Jahren von den Kirchen aufgebaut wurde, hält der Bericht fest: «Der kulturelle Wert der Dokumentation ergibt sich (...) aus der Einmaligkeit des Bestandes, der durch keine andere Institution in der Schweiz oder im Ausland ersetzt werden könnte.»

Die ZOOM Dokumentation führt die bedeutendste Sammlung von filmpublizistischen Unterlagen und Fotos in der deutschsprachigen Schweiz. In enger Zusammenarbeit mit dem Schweizerischen Filmzentrum sowie mit dem Filmpodium der Stadt Zürich bietet sie eine breite Palette von Dienstleistungen an: Telefonauskünfte, Recherchen, Fotoausleihe und Datenaustausch. Mit der ausführlichen Archivierung von Materialien zum Schweizer Film – insbesondere Werkdaten, Kritiken, Drehbücher und Fotos – hat die ZOOM

Dokumentation einen einmaligen Schwerpunkt entwickelt, der öffentlich zugänglich ist.

Charles Martig
Filmbeauftragter, Katholischer Mediendienst
Informationen und Bestellung des Berichts:
ZOOM Dokumentation für Film,
Postfach 147, 8027 Zürich, Tel. 01 204 17 80, E-Mail
dokumentation@zoom.ch.

ZOOM Documentation: Chiffres et faits publiés

C'est la première fois qu'une vaste évaluation de la collection publiciste du cinéma de la ZOOM Documentation existe. Par ordre de la direction ZOOM, TRIALOG (Dokumentations- und Organisationsberatung) a composé une étude qui présente en détails la valeur matérielle et l'importance culturelle de la ZOOM Documentation. C'est la première fois que sont publiés des chiffres et des faits concernant non seulement l'importance fondamentale de l'institution mais aussi les stocks des archives ainsi que la banque de données de film. D'un intérêt particulier sont les informations données sur les périodiques professionnels du cinéma, le profil des utilisateurs ainsi que la clientèle d'habitues de la ZOOM Documentation. Selon les calculs de TRIALOG la valeur matérielle de la documentation se monte à Fr. 17 870 000.–. Cette somme exprime les frais qui résulteraient d'une acquisition nouvelle du stock actuel. En comparaison de ce montant les frais annuels totaux de la ZOOM Documentation s'élèvent à Fr. 214 200.–, environ 1,2% de la valeur que le stock représente aujourd'hui. C'est-à-dire qu'on peut conserver avec relativement peu de frais une valeur qui autrement serait considérée comme perdue très vite. Concernant l'importance de la collection qui a été augmentée par les Eglises (catholique et protestante) pendant les derniers 50 ans, le rapport constate: La valeur culturelle de la documentation résulte d'un caractère unique du stock qui ne pourrait pas être remplacé par une autre institution ni en Suisse ni à l'étranger.

La ZOOM Documentation tient la collection la plus importante des documents publicistes et des photos de

Suite page 5

**Martin Schmassmann,
responsable de la fiction à
la SF-DRS**

«Il y a un an, le directeur général de la SSR, Armin Walpen, a annoncé à l'occasion du Festival international du film de Locarno, que la SSR idée suisse s'attellerait d'autant plus à la tâche que l'indispensable augmentation de la redevance lui serait accordée. Et bien que cette augmentation n'ait pas atteint le niveau souhaité, la SSR a quand même donné à la profession un soutien plus important que celui qu'elle avait laissé entrevoir.

Pour mon activité dans le domaine des fictions, il est avant tout important et réjouissant de savoir que nous serons ainsi en mesure de réaliser, sur une plus longue période, la série des téléfilms prévue. Ce n'est que par une production et une diffusion constantes que l'effet souhaité se manifeste, que le public perçoit les films comme des productions suisses et peut les apprécier. Par ailleurs, cette augmentation des ressources représente une garantie pour la production élargie. Les films de



Frédéric Gonseth

fiction, les documentaires et les films d'animation vont ainsi échapper aux coupes budgétaires.»

**Frédéric Gonseth,
président de l'Association
romande du cinéma (ARC)**

«Nous avons besoin d'une SSR suffisamment forte pour résister aux menaces de démantèlement de son prétendu monopole. Avec 7,2 millions de francs supplémentaires, la reconduction du pacte est à cet égard un grand bol d'air frais, mais qui va engendrer de nouveaux problèmes. L'un d'eux pourrait découler du fait que si l'économie du cinéma fait un grand pas en avant et que l'un

des partenaires ne suit pas, l'engagement de la SSR risque d'être perçu comme une mainmise sur le cinéma suisse. A mon sens, la crise qui s'annonce ne peut qu'être salutaire, car la cinématographie suisse régresse quand il ne se passe rien, alors que les crises la font avancer. Cela dit, le pas qui vient d'être franchi est le couronnement de près de vingt ans d'efforts pour un rapprochement entre la SSR et le cinéma; d'abord avec l'ancien accord-cadre, maintenant avec le Pacte de l'audiovisuel. La télévision comprend enfin que les réalisateurs et les producteurs indépendants constituent un vivier important, comme laboratoire de propositions d'une part, comme renouvellement de ses propres forces d'autre part. En conséquence, nous avons donc accueilli cette nouvelle avec un immense saut de joie.»

**Kaspar Kasics, Président
de l'Association suisse des
réalisatrices et
réalisateurs de films**

«Bien entendu, nous saluons l'augmentation des moyens

pour le pacte annoncée par la SSR. Mais déjà depuis l'époque des négociations de l'ancien accord-cadre, nous luttons pour le maintien de la diversité de l'offre et pour que les fonds du pacte soient consacrés en priorité à la culture cinématographique, cela avant la création d'emplois. Considérés comme un coup de pouce financier à la catégorie des films télévision, qui sont véritablement sous-payés, ces nouveaux moyens ont un sens. Toutefois, nous aimerions insister sur le fait que nos films doivent être appréciés, tant à l'échelle internationale que dans les salles, et que nous devrions essayer de dépasser les limites de l'offre nationale de télévision. Nous n'avons pas seulement besoin de télévisions mais de vraies visions. Nous exigeons donc de la part des responsables de la TV qu'ils prennent des risques comme nous devons en prendre nous-mêmes. De plus, nous sommes parfaitement conscients des divergences qui existent entre la télévision et le cinéma et nous sommes prêts, en tant

**Martin Schmassmann,
Redaktion Fiktion SF DRS**

«Vor einem Jahr hat SRG-Generaldirektor Armin Walpen am Filmfestival von Locarno angekündigt, dass sich die SRG idée suisse um so mehr ins Zeug legen würde, wenn die beantragte und dringend benötigte Gebührenerhöhung bewilligt würde. Nun wurde sie zwar nicht ganz in der gewünschten Höhe gesprochen – nichtsdestotrotz hat die SRG aber die in Aussicht gestellten Mittel noch zusätzlich erhöht.

Für mich im Bereich Fiktion ist vor allem wichtig und erfreulich, dass wir die geplante Serie von TV-Filmen nun wirklich über einen längeren Zeitraum hinweg realisieren können. Nur mit konstanter Produktion und Ausstrahlung stellt sich auch der gewünschte Effekt ein, dass das Publikum die Filme als Schweizer Produktionen wahrnimmt und hoffentlich auch schätzt. Zudem stellt die erhöhte Summe sicher, dass diese erweiterte Produktion nicht zu Lasten der Budgets von Kino-, Animations- und Dokumentarfilm-

produktionen gehen wird.»

**Frédéric Gonseth, Präsi-
dent der «Association
romande du cinéma»
(ARC)**

«Wir brauchen eine genügend starke SRG, um den Drohungen eines Zerschlagens ihres angeblichen Monopols zu widerstehen. Die zusätzlichen 7,2 Millionen Franken bringen «frische Luft» für die Weiterführung des «Pacte», zugleich aber auch neue Probleme. Eines davon könnte sich ergeben, wenn die Filmwirtschaft zwar einen grossen Schritt vorwärts macht, aber einer der Partner nicht folgt, dass dann das Engagement der SRG riskiert, als eine Einflussnahme auf das Schweizer Filmschaffen verstanden zu werden. Meines Erachtens kann die sich anzeigende Krise nur heilsam sein, denn die Profession fällt zurück, wenn nichts passiert, wogegen Krisen sie vorantreiben. Trotzdem, der soeben erfolgte Schritt nach vorn ist die Krönung von nahezu zwanzig Jahren Anstrengungen für eine Annäherung zwischen der SRG

und dem Schweizer Film; es begann mit dem ehemaligen Rahmenabkommen und fährt nun mit dem «Pacte de l'audiovisuel» fort. Das Fernsehen versteht endlich, dass die unabhängigen Filmgestalter und -produzenten eine wichtige Zuchtstätte darstellen, einmal als Vorschlagslabor, aber auch als Erneuerung ihrer eigenen Kräfte. Deshalb haben wir diese Neuigkeit mit einem riesigen Freudensprung begrüsst.»

**Kaspar Kasics, Präsident
Verband Filmregie und
Drehbuch Schweiz**

«Selbstverständlich begrüssen wir die Aufstockung der Mittel für den «Pacte» durch die SRG. Aber seit den ersten Verhandlungen zum einstigen Rahmenabkommen kämpfen wir auch für die Erhaltung der Vielfalt des Angebotes und dafür, dass auch die Gelder des «Pacte» über die Arbeitsbeschaffung hinaus auch der Filmkultur zugute kommen. Als Anschubhilfe für das in der Schweiz wirklich unterdotierte Genre des Fernsehfilmes sind diese erhöhten Mittel durch-



Kaspar Kasics

aus sinnvoll. Aber darüber hinaus möchten wir daran erinnern, dass unsere Filme international und im Kino bestehen müssen und daher auch stets versuchen sollen, die Grenzen des nationalen Fernsehangebots zu überschreiten: Wir brauchen nicht nur Televisionen, sondern auch wirkliche Visionen. Von den TV-Verantwortlichen und von uns fordern wir mehr Mut zum Risiko. Zugleich sind wir uns aber durchaus des dialektischen Verhältnisses zwischen Fernsehen und Kino bewusst und auch gewillt, als Realisatoren von Filmen die vom Fernsehen geprägten Zuschauergewohnheiten nicht einfach zu ignorieren.»

que réalisateurs de films, à tenir compte des habitudes des spectateurs marqués par la télévision.»

Gérard Ruey, membre du comité de l'Association suisse des producteurs de films

«Nous sommes évidemment très contents que la SSR ait fortement accru son aide à la cinématographie et à l'audiovisuel suisses. Le manque de moyens dont dispose désormais l'OFC par rapport à la SSR crée un relatif déséquilibre et il me semble très important que la Confédération arrive à suivre le rythme. Certains réalisateurs ont exprimé leurs craintes face à cette arrivée massive de fonds provenant de la SSR; je ne partage pas du tout ces appréhensions, bien que je souhaite aussi que la Confédération, qui était jusqu'ici le premier pilier de l'aide et qui passe en second rang, retrouve rapidement sa position. En Suisse romande, la tradition de collaboration de la SSR avec les producteurs indépendants et la volonté de cette dernière de produire

davantage de films identitaires se trouvent confortées avec le nouveau pacte. Dès l'instant où nous avons un volume de travail suffisant pour maintenir nos outils, la balle est dans notre camp! Il est effectivement de notre responsabilité de trouver un équilibre entre les productions télévisuelles et le développement de projets cinématographiques qui tiennent la route et atteignent leur marché. Proportionnellement, le pourcentage des moyens disponibles penche davantage en faveur du téléfilm (documentaire et fiction) que des films pour le grand écran, mais il ne faut pas sous-estimer le fait que le nouveau pacte injecte aussi davantage d'argent pour le cinéma.»

Françoise Deriaz et Michael Sennhauser

(1) Les signataires du Pacte de l'audiovisuel: SSR SRG idée suisse; Association suisse des producteurs de films (SFP); Association suisse des réalisatrices et réalisateurs de films; Groupement suisse du film d'animation; ARC - Association romande du cinéma; Producteurs suisses film et vidéo.

Gérard Ruey, Vorstandsmitglied des Schweizerischen Filmproduzentinnen (SFP)

«Wir sind natürlich sehr befriedigt, dass die SRG ihre der schweizerischen Film- und Audiovisionsproduktion gewährte Hilfe stark erhöht hat. Die Knappheit der Mittel, über die von nun an das BAK im Gegensatz zur SRG verfügt, wird eine relative Ungleichheit herbeiführen, und es scheint mir sehr wichtig, dass der Bund nun auch den gleichen Rhythmus einschlägt. Gewisse Filmgestalter haben im Hinblick auf diese massive Mittelhöhung ihre Befürchtungen ausgedrückt. Ich teile diese Besorgnis ganz und gar nicht, wobei auch ich wünsche, dass der Bund, der nun von der ersten Stelle in der Unterstützung auf den zweiten Platz rutscht, rasch seine führende Position wieder einnimmt. Was die welsche Schweiz betrifft, wird die traditionelle Zusammenarbeit zwischen der SRG und den unabhängigen Produzenten und der Wille der letzteren, mehr identitätsstiftende Filme

zu produzieren, durch den neuen «Pacte» verstärkt. Soweit wir über ein genügendes Arbeitsvolumen verfügen, um unsere Instrumente unterhalten zu können, liegt der Ball bei uns! Es ist in der Tat eine unserer Verantwortungen, ein Gleichgewicht zwischen den Produktionen für das Fernsehen und den Produktionen für das Kino zu finden, die bodenständig sind und den Markt erreichen. Verhältnismässig neigt der Prozentsatz der verfügbaren Mittel eher zugunsten des Fernsehfilms (Dokumentar- und Spielfilm) als fürs Kino. Doch darf man nicht unterschätzen, dass der neue «Pacte» auch mehr Geld für das Kino vorsieht.»

Françoise Deriaz und Michael Sennhauser

(1) Die Vertragspartner des «Pacte de l'audiovisuel» sind: SSR SRG idée suisse; Schweizerischer Verband der Filmproduzentinnen und -produzenten (SFP); Verband Schweizerischer Filmgestalterinnen und Filmgestalter (VSFG); Schweizerische Trickfilmgruppe (STFG); Association Romande du Cinéma (ARC); Schweizer Film- und Videoproduzenten.

cinéma en Suisse allemande. Elle offre, en collaboration étroite avec le Centre suisse de film et le Filmpodium de la Cité de Zurich, un grand choix de services: renseignements au téléphone, recherches, prêt de photos et échange de dates. En collectionnant et archivant du matériel concernant le cinéma suisse – surtout des crédits, dossiers de presse, critiques, scénarios et photos – la ZOOM Documentation a développé un centre unique accessible aussi au public.

Charles Martig, Délégué du Film, Katholischer Medien-dienst

Informations et commande du rapport:
ZOOM Dokumentation für Film,
Postfach 147, 8027 Zürich, Tel. 01 204 17 80, e-mail
dokumentation@zoom.ch.

Nouvelles de l'OFC

Projet de nouvelle loi sur la culture et la production cinématographiques. Le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation. Les cantons, partis politiques et organisations ont jusqu'au 31 octobre pour prendre position. Les modalités concernant la taxe d'incitation ont été précisées mi-septembre afin que les milieux intéressés puissent en tenir compte dans leur appréciation.

Nouvelle ordonnance. Parallèlement à la procédure de consultation, les travaux préparatoires de la nouvelle ordonnance ont débuté. La Commission Moor, qui a élaboré le projet de nouvelle loi sur la culture et la production cinématographiques, a été sollicitée pour concevoir, jusqu'au 31 mars, un projet de nouveaux règlements d'application.

Première rencontre SSR idée suisse-OFC. C'est à Comano, les 1^{er} et 2 juin derniers, qu'a été dressé le premier bilan de deux années d'encouragement de téléfilms par la Confédération. En dépit d'échanges parfois terre-à-terre sur des projets refusés ou sur le thème remâché «cinéma-télévision» et bien que l'objectif visé consistant à localiser les forces et faiblesses du système n'ait pas été atteint, cette première tentative de procéder à une évaluation commune a été un succès.

Caisses vides. Les prévisions alarmantes annoncées

dans ces colonnes se confirment: jusqu'au 31 décembre, il ne reste plus que 1,5 million pour faire face aux demandes d'encouragement et à l'attribution de primes.

Contrats de prestations. Focal et les écoles de Lausanne (Davi) et de Genève (Esav) bénéficient désormais de contrats de prestation. La Hochschule für Gestaltung de Zurich devra pour sa part attendre que les conséquences financières de son nouveau statut HES soient connues. Des contrats de prestation ont déjà été conclus avec les festivals de Nyon, de Fribourg et de Soleure.

Franziska Trefzer renforce la section du cinéma

Chargée de travaux de conception de la promotion du cinéma et d'un projet sur les rapports entre la culture et les nouvelles techniques de l'information, Franziska Trefzer va rester un an à la section du cinéma.

(tel. 031 323 89 43, email
«franziska.trefzer@bak.admin.ch»)

Neues aus dem BAK

Entwurf für ein neues Bundesgesetz über Filmkultur und Filmproduktion. Der Bundesrat hat das Prozedere der Vernehmlassung eingeleitet. Die Kantone, Parteien und Organisationen haben bis 31. Oktober 1999 Zeit, dazu Stellung zu nehmen. Die Modalitäten in Bezug auf die Lenkungsabgabe wurden Mitte September präzisiert, damit die interessierten Kreise dies bei ihrer Beurteilung berücksichtigen können.

Neue Verordnung. Parallel zum Vernehmlassungsverfahren haben die Vorbereitungsarbeiten für die neue Verordnung begonnen. Die Kommission Moor, die den Entwurf für das neue Gesetz über Filmkultur und Filmproduktion ausgearbeitet hat, wurde er sucht, bis zum 31. März 2000 einen Entwurf der neuen Reglemente abzufassen.

Erstes Treffen SRG idée suisse-BAK. Am 1. und 2. Juni wurde in Comano nach zwei Jahren Förderung von Fernsehfilmen durch den Bund die erste Bilanz gezogen. Trotz manch spontaner Wortwechsel über abgewiesene Projekte oder über das wiedergekäute Thema «Kino-Television» und obwohl das gesetzte Ziel, di-

Fortsetzung Seite

Réaction à propos du projet de Loi fédérale sur la production et la culture cinématographiques

Le résultat des travaux de la Commission Moor, actuellement en consultation, ne fait pas l'unanimité, notamment du côté de la distribution et de l'exploitation. W.P. Wachtl, exploitant de salles à Genève, Berne et Bâle a fait parvenir à CB sa prise de position. Nous en publions de larges extraits. Le débat est ouvert.

(...) La Loi sur le cinéma actuellement en vigueur fut édictée sur la base de l'art 27ter de l'ancienne Constitution. Cet article donne à la Confédération la compétence d'encourager la production cinématographique suisse et les activités culturelles déployées dans le domaine du cinéma, de réglementer l'importation, la distribution et l'ouverture d'entreprises de projection de films. Il appartient aux cantons d'accorder les autorisations pour l'ouverture d'entreprises de projection de films, selon la procédure qu'ils déterminent. La Constitution et la Loi sur le cinéma associent le terme film à sa représentation publique au cinéma. La télévision et d'autres formes de diffusion

ressortissant des télécommunications publiques sont réglées par un article constitutionnel distinct et une loi spécifique. Une compétence de la Confédération concernant la mise en vente ou la location d'exemplaires de films pour usage privé ne fut jusqu'à présent pas revendiquée. Avec la révision de la Constitution, l'art. 27ter fut remplacé par l'art. 71. Celui-ci autorise la Confédération à promouvoir la production cinématographique suisse et la culture cinématographique et de légiférer pour encourager une offre d'œuvres cinématographiques variées et de qualité. L'admission des termes «d'offre variée et de qualité» au niveau constitutionnel concrétise, en ac-

cord avec la jurisprudence et la doctrine, le point de vue des intérêts généraux de la culture qui doit être pris en considération lors de l'octroi d'autorisations d'ouverture d'entreprises de projections de films. Le Conseil fédéral a déclaré dans ses explications adressées aux citoyennes et aux citoyens, à l'occasion de la révision de la Constitution, que cette révision poursuivait en premier lieu le but d'adapter l'ancienne Constitution à la jurisprudence et à la doctrine actuelle. Il parle de la promotion de l'art et de la musique et du soutien des cantons plurilingues. Le cinéma n'est pas mentionné. De déduire de la nouvelle formulation de l'article 71 un changement est plus que douteux. (...)

Démantèlement du fédéralisme

Aujourd'hui les cantons désignent les autorités compétentes pour accorder les autorisations pour ouvrir des entreprises de projection de films. Ils peuvent aussi fixer des charges. La Commission Moor veut abolir le régime d'autorisations

et le remplacer par un simple enregistrement au niveau fédéral. La Commission fait valoir que certaines conditions pour l'obtention d'une autorisation, d'ailleurs non mentionnées par la loi mais uniquement par l'ordonnance d'application, sont incontrôlables. Ceci peut être corrigé au niveau des ordonnances. La notion générale imprécise de l'intérêt général de la culture a été concrétisée par le Tribunal fédéral et est dorénavant clarifiée (dans le sens d'une offre d'œuvres cinématographiques variées et de qualité) au niveau constitutionnel. Il est aussi incontesté qu'il est, selon la juridiction du Tribunal fédéral, hors proportion d'invoquer lors de l'ouverture de quelques salles uniques la mise en danger de la diversité et de la qualité de l'offre cinématographique.

La Commission Moor admet elle-même que l'abandon du régime d'autorisation pour l'ouverture d'entreprises de projection de films n'est pas sans poser problème. Elle fait cependant valoir que le projet

Eine Reaktion auf den Entwurf Moor zur Revision des Filmgesetzes

Der Entwurf der Kommission Moor für ein neues Filmgesetz, der sich jetzt in Vernehmlassung befindet, stösst auf Widerstand, vor allem bei Verleihern und Kinobetreibern. W. P. Wachtl, Betreiber von Leinwänden in Genf, Bern und Basel, hat dem CB ein Positionspapier zukommen lassen, das wir leicht gekürzt veröffentlichen. Die Debatte ist eröffnet.

(...) Das noch heute gültige Filmgesetz wurde auf Grund von Art. 27ter der alten BV erlassen. Dieser Artikel erteilt dem Bund die Kompetenz die einheimische Filmproduktion und filmkulturelle Bestrebungen zu fördern, die Filmeinfuhr, den Filmverleih sowie die Eröffnung von Betrieben der Filmvorführung zu regeln. Für die Erteilung einer Bewilligung zur Eröffnung von Betrieben der Filmvorführung und für die Ordnung des Verfahrens sind die Kantone zuständig. Verfassungsartikel und Filmgesetz assoziieren den Begriff Film mit dessen öffentlicher Vorführung im Kino. Fernsehen und andere Formen der öffentlichen fernmeldetechnischen Verbreitung werden in einem besonderen Verfassungsartikel

und in einem besonderen Gesetz geregelt. Eine Bundeskompetenz bezüglich der Regelung des Anbietens von Filmexemplaren zum Verkauf oder zur Vermietung zum privatem Gebrauch wurde bisher nicht geltend gemacht.

Mit der Revision der Bundesverfassung wurde Art. 27ter durch Art. 71 ersetzt. Dieser ermächtigt den Bund die Schweizer Filmproduktion und die Filmkultur zu fördern und Vorschriften zur Förderung der Vielfalt und Qualität des Filmangebotes zu erlassen. Mit der Aufnahme der Begriffe Vielfalt und Qualität des Filmangebotes in die BV wurde, im Einklang mit Lehre und Rechtsprechung, der bei der Erteilung einer Bewilligung zur Eröffnung von Betrieben der

Filmvorführung zu berücksichtigende Gesichtspunkt der allgemeinen kulturpolitischen Interessen konkretisiert.

Der Bundesrat erklärte in seinen den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern zugestellten Erläuterungen zur Verfassungsrevision, dass es sich bei dieser Revision vornehmlich um eine Anpassung der bisherigen Verfassung an die heute bestehende Rechtsprechung und Lehre handle. Er erwähnte die Förderung von Kunst und Musik und die Unterstützung mehrsprachiger Kantone. Von Film war nicht die Rede. Aus dem neuformulierten Art. 71 eine Wende in der Filmpolitik der Schweiz und neue Bundeskompetenzen ableiten zu wollen, erscheint höchst fragwürdig. (...)

Abbau des Föderalismus

Heute liegt die Kompetenz zur Bewilligung der Eröffnung von Betrieben der Filmvorführung bei den Kantonen. Diese können auch Auflagen erlassen. Die Kommission Moor will die Bewilligungspflicht aufheben und durch einen Registerein-

trag auf Bundesebene ersetzen. Die Kommission macht geltend, dass gewisse, wohlge- merkt in der Verordnung und nicht im Gesetz vorgesehene Voraussetzungen zur Erteilung einer Bewilligung unkontrollierbar sind. Diese Unzulänglichkeiten können auf Verordnungsstufe korrigiert werden. Die Unbestimmtheit des Begriffes der kulturpolitischen Interessen ist durch das Bundesgericht und nunmehr (im Sinne der Vielfalt und Qualität des Filmangebotes) auf Verfassungsstufe geklärt worden. Unbestritten ist auch, dass es nach bundesgerichtlicher Rechtsprechung unverhältnismässig ist, bei der Eröffnung von Einzelkinos eine Gefährdung der Vielfalt und der Qualität des Filmangebotes heraufzubeschwören.

Die Kommission Moor gibt selbst zu, dass der Wegfall der Bewilligungspflicht für die Vorführbetriebe nicht unproblematisch ist. Sie macht hingegen geltend, dass der Entwurf dem BAK ein Massnahmenpaket in die Hand gibt, welches in Fällen der Gefährdung der

offre à l'Office fédéral de la culture (OFC) un train de mesures qui lui permettrait d'intervenir en cas de mise en danger de la diversité et de la qualité de l'offre cinématographique. La Commission ignore cependant que ces mesures, au vu des possibilités de recours prévues par les lois sur l'organisation judiciaire et la procédure administrative, viendraient certainement trop tard.

L'abolition du régime d'autorisation ôte aux cantons toute possibilité d'influencer la scène cinématographique sur leur territoire. Ceci malgré le fait que, aujourd'hui, ce ne sont pas les salles uniques mais les multiplexes qui occupent le devant de la scène. Les multiplexes s'installent dans la plupart des cas en périphérie des villes. Leurs spectateurs se recrutent dans la ville la plus proche et dans la campagne avoisinante. L'implantation de multiplexes touche aux questions d'urbanisme et de société, en agissant sur le mode de consommation de films. Ce type d'équipement requiert une

réflexion au niveau de l'agglomération non seulement au nom de la diversité et de la qualité de l'offre cinématographique, mais aussi au nom du rôle des équipements culturels que sont les cinémas dans les centres-villes. (...)

Pour cette raison il est de la plus grande importance que les compétences en matière d'autorisation d'ouverture d'entreprises de projection de films restent, comme le prévoit l'actuelle loi sur le cinéma, en main des cantons. Une simple inscription dans un registre fédéral ne prend pas en considération les données locales, le «tissu social» d'une région. En France, pays centralisé, l'autorisation de construire des multiplexes dépend d'une «commission départementale d'équipement cinématographique». D'autant plus en Suisse, pays fédéraliste par excellence, cela doit rester l'affaire des cantons de juger si des multiplexes, attirant de nouveaux spectateurs, encouragent une offre d'œuvres cinématographiques variées et de qualité et n'ont pas de

Vielfalt und der Qualität des Filmangebotes ein Eingreifen möglich macht. Die Kommission übersieht jedoch, dass derartige Massnahmen, angesichts der sich nach dem Verwaltungsverfahren- und Bundesrechtspflegegesetz richtenden Verfahren, und Rechtsmittel sicherlich zu spät kommen.

Der Wegfall der Bewilligungspflicht nimmt den Kantonen jegliche Möglichkeit die Kinoszene auf ihrem Hoheitsgebiet zu beeinflussen. Dies obwohl heute nicht die Eröffnung von Einzelkinos, sondern diejenige von Multiplexen im Vordergrund steht. Diese siedeln sich meist am Stadtrand an. Ihr Einzugsgebiet umfasst sowohl die nächstliegende Stadt wie auch umliegendes Land. Die Eröffnung eines Multiplex berührt gesellschaftliche und städteplanerische Aspekte, da sie auf die Art des Filmkonsums einwirkt. Dieser Kinotyp verlangt Überlegungen auf der Stufe der Agglomeration, nicht nur im Hinblick auf die Vielfalt und Qualität des Filmangebotes, sondern auch im Hinblick auf die kulturelle

und soziale Rolle der Kintheater in den Zentren einer Stadt. (...)

Es ist daher von grösster Wichtigkeit, dass wie bis anhin die Kompetenz zur Bewilligung der Eröffnung von Betrieben der Filmvorführung in der Hand der Kantone bleibt. Ein blosser Eintrag in ein Bundesregister nimmt auf lokale Gegebenheiten, auf das «tissu social» einer Region, keine Rücksicht. Im zentralistisch strukturierten Frankreich wird der Bau von Multiplexen durch eine «commission départementale d'équipement cinématographique» bewilligt. Umso mehr muss es in der föderalistischen Schweiz Sache der Kantone bleiben zu beurteilen, ob Multiplexe, neue Besucher-schichten anziehend, Qualität und Vielfalt des Filmangebotes fördern und keine aus ökologischer und regionalplanerischer Sicht nachteilige Auswirkungen haben.

Stärken und Schwächen des Systems ausfindig zu machen, nicht erreicht werden konnte, wurde dieser erste Versuch einer gemeinsamen Beurteilung zu einem Erfolg.

Leere Kassen. Die in diesen Spalten veröffentlichten alarmierenden Voraussagen bestätigen sich: Bis 31. Dezember verbleiben nur noch 1,5 Millionen, um den Förderungsbegehren und den Prämien-gewährungen zu begegnen.

Leistungsvereinbarungen. Focal sowie die Schulen in Lausanne (Davi) und Genf (Esav) sind von nun an im Genuss von Leistungsvereinbarungen. Die Hochschule für Gestaltung in Zürich muss noch warten, bis die finanziellen Folgen ihres neuen Hochschulstatus bekannt sind. Leistungsvereinbarungen wurden bereits mit den Festivals in Nyon, Freiburg und Solothurn abgeschlossen.

Franziska Trefzer verstärkt die Sektion Film

Mit den Konzeptionsarbeiten der Filmförderung und einem Projekt über die Beziehungen zwischen Kultur und den neuen Informationstechniken beauftragt, wird Franziska Trefzer während einem Jahr in der Sektion Film tätig sein.

Tel. 031 323 89 43, E-Mail «franzika.trefzer@bak.admin.ch»

Payante, la culture?

L'Office fédéral de la culture (OFC) vient de publier un important rapport intitulé «Payante, la culture? La situation de la culture suisse en 1999: discussions d'une politique culturelle». Ce dossier vise à ouvrir un large débat sur l'état des lieux de la culture, son avenir et le soutien de l'Etat.

Ce dossier peut être commandé à l'OFC, tél. 031 322 92 71.

Lohnt sich die Kultur?

Das Bundesamt für Kultur hat soeben einen umfangreichen Rapport veröffentlicht mit dem Titel: «Lohnt sich die Kultur? Die Lage der Schweizer Kultur im Jahre 1999: Lasst uns über Kulturpolitik reden». Dieses Dokument hat den Zweck, eine weite Diskussion über den Stand der Kultur, ihre Zukunft und die Förderung durch den Staat auszulösen.

Dieses Dokument kann beim BAK bestellt werden, Tel. 031 322 92 71.

Promotion novatrice des films suisses

A l'initiative du Centre suisse du cinéma et de «Zürich für den Film», un dépliant présentant les 7 films qui sortiront en Suisse romande et les 15 films programmés en Suisse allemande jusqu'à la fin de l'année a été diffusé à 45'000 exemplaires dans les salles de cinéma du pays. Les distributeurs impliqués ont participé à cette campagne et Succès cinéma, Suissimage et la SSA l'ont soutenue.

Eine neue Art von Promotion für Schweizer Filme.

Auf Anregung des Schweizer Filmzentrums und «Zürich für den Film» wurde ein Faltprospekt in einer Auflage von 45'000 an die Schweizer Kinobetriebe gesandt. Er zeigt die 7 in der Westschweiz und die 15 in der deutschen Schweiz bis Ende des Jahres in den Schweizer Kinosalen programmierten Schweizer Filme. Die betroffenen Verleiher, Succès cinéma, Suissimage und SAA haben diese Aktion unterstützt.

Les multiplexes sous la loupe de l'OFC

Pour définir une politique cohérente et adéquate face à la multiplication des multiplexes, la Section du cinéma a ébauché une étude sur le phénomène tenant compte tout à la fois de l'aspect culturel et des facteurs économiques. Les résultats de cette analyse seront connus prochainement.

Die Multiplexkinos unter der Lupe des BAK

Um eine zusammenhängende und angemessene Politik gegenüber der Vermehrung von Multiplexkinos zu bestimmen, hat die Sektion Film eine Studie dieses Phänomens begonnen, wobei sie sowohl dem kulturellen Aspekt wie auch den wirtschaftlichen Gegebenheiten Rechnung trägt. Das Ergebnis dieser Analyse wird nächstens bekannt gegeben.

Palmarès du 52° Festival de Locarno

COMPETITION INTERNATIONALE
PRIX DU JURY OFFICIEL
Léopard d'Or (40 000 francs)
«Peau d'homme, cœur de bête» de Hélène Angel (France)
Léopard d'Argent (20 000

Suite page 9

conséquences négatives du point de vue écologique ou de l'aménagement du territoire.

De nouvelles taxes grevant l'accès au film

La Commission Moor, ayant renoncé à remplir la mission constitutionnelle concernant la diversité et la qualité de l'offre cinématographique par la voie éprouvée du régime d'autorisation, essaie d'atteindre ce but par l'introduction d'une taxe incitative. Cette taxe est perçue au détriment des films distribués dans un grand nombre de copies ou diffusés à grand tirage d'exemplaires. Le taux de cette taxe s'établit dans le domaine du film classique d'après le nombre des copies mises à disposition des cinémas et les entrées. Il est à souligner que le taux de la taxe dépend non seulement du nombre de copies mais aussi du nombre de spectateurs. La taxe d'incitation «punit» donc moins le nombre de copies engagées que le succès économique d'un film. Une taxe progressive liée au nombre de copies serait en vue du but

recherché encore compréhensible. Une taxe par spectateur n'est cependant rien d'autre qu'un nouvel impôt sur la consommation qui, à côté de la taxe sur les spectacles, la TVA, les patentes etc. renchérit l'accès au film. Les distributeurs ont déjà clairement signalé qu'ils feront payer les nouveaux frais aux entreprises de projection. Celles-ci seront obligées de se décharger sur le spectateur.

C'est une illusion de croire que la taxe incitative limiterait l'engagement des «blockbusters» et aiderait d'autres films à atteindre un succès commercial. Il est cependant à craindre que la taxe d'incitation ait des conséquences néfastes sur le plan culturel, comme une limitation des sorties de films dans des petites localités ou des versions originales dans les villes moyennes. L'insécurité qui règne aussi dans les milieux partisans de cette taxe, à savoir si celle-ci aura au niveau de la diversité et de la qualité de l'offre de films des conséquences positives, nulles ou négatives, se reflète

dans le fait qu'il n'est pas possible d'avoir des précisions sur son aspect. Personne ne veut se prononcer concrètement pour dire à partir de quel nombre de copies la taxe sera due, de quelle façon le nombre des copies simultanément projetées sera calculé et quelles exceptions sont prévues.

Quant à la question: comment cette taxe fonctionnera dans le domaine de la vidéo (un maximum de cinquante centimes par exemplaire de film destiné à l'usage personnel / à encaisser chez le grossiste ou chez le vidéothécaire) il y a encore moins de réponses.

Programmation des cinémas par l'OFC

La Commission Moor part de l'idée que des investisseurs étrangers possédant des capitaux peuvent construire autant de multiplexes qu'ils désirent et supporter leurs pertes jusqu'à ce que les établissements de projection suisses – artisanaux et moins riches – mettent la clef sous le paillasson dans les centres villes. La mise en danger d'une offre

d'œuvres cinématographiques variée et de qualité qui en résulte doit être contrecarrée a posteriori.

La pluralité et la qualité de l'offre cinématographique doivent être soutenus par l'obligation faite aux distributeurs, aux entreprises de projection de films et à ceux qui vendent ou louent de la vidéo de contribuer dans le cadre de leurs activités à la diversité de l'offre. L'offre est diversifiée dans un secteur d'exploitation déterminé et sur le marché pertinent lorsque, qualitativement et quantitativement, les films proviennent de différents pays, si possible en version originale, et s'ils représentent des genres et des styles différents. Dès que l'OFC constate que cette diversité n'est pas assurée, il demande que distributeurs, exploitants de salles, distributeurs et loueurs vidéos lui soumettent des propositions. Si l'OFC juge ces propositions insuffisantes, il peut ordonner des mesures.

Ainsi, après la prétendue libéralisation de la Loi sur le cinéma un Office fédéral peut

Neue Besteuerung des Zugangs zum Film

Nachdem die Kommission Moor darauf verzichtet, auf dem bewährtem Weg der Bewilligungspflicht den Verfassungsauftrag bezüglich der Vielfalt und Qualität des Filmangebotes zu erfüllen, versucht sie dieses Ziel mit der Einführung einer Lenkungsabgabe zu erreichen. Diese wird auf jenen Filmen erhoben, die in hoher Kopienzahl oder Auflage verliehen oder vertrieben werden. Die Höhe dieser Abgaben berechnet sich im Sektor des klassischen Films nach der Anzahl der bespielten Leinwände und der Anzahl der Kinoeintritte. Hervorzuheben ist, dass die Abgabe nicht nur pro Filmkopie, sondern auch pro Besucher erhoben wird. Somit «bestraft» die Lenkungsabgabe weniger den Einsatz einer Vielzahl von Kopien, als den wirtschaftlichen Erfolg eines Filmes. Eine progressive an die Anzahl der eingesetzten Kopien gebundene Abgabe wäre im Hinblick auf das angestrebte Ziel noch nachvollziehbar. Eine auch pro Besucher erhobene

Lenkungsabgabe ist hingegen nichts anderes als eine weitere Konsumsteuer, die neben Billettsteuer, Mehrwertsteuer, Patenttaxen usf., den Zugang zum Filmschaffen erschwert. Verleiher haben bereits deutlich zu erkennen gegeben, dass sie die ihnen entstehenden Kosten auf die Vorführbetriebe abwälzen werden. Letztere werden diese notgedrungenemassen an den Besucher weitergeben.

Es ist eine Illusion zu glauben, dass die Lenkungsabgabe den Einsatz von Blockbustern beschränkt und damit weniger erfolgsträchtigen Filmen zum Erfolg verhilft. Hingegen sind kulturell unerwünschte Folgen, man denke an die Beschränkung der Kopienzahl für kleine Orte und die Originalversionen in mittleren Städten, zu befürchten. Die auch in befürwortenden Kreisen bestehende Unsicherheit darüber, ob die Lenkungsabgabe in Bezug auf Vielfalt und Qualität des Filmangebotes positive, keine oder gar negative Auswirkungen haben wird, spiegelt sich darin, dass über die Ausgestaltung der Lenkungsabgabe, ausser dass sie höchstens einen Rappen pro gleichzeitig bespielte Leinwand und pro Kinoeintritt beträgt, nichts Genaueres zu erfahren ist. Niemand will sich konkret darüber äussern, ab wie viel Kopien die Lenkungsabgabe geschuldet wird, wie die Anzahl der gleichzeitig im Einsatz stehenden Kopien errechnet und welche Ausnahmen vorgesehen sind.

Auf die Frage, wie dies im Video-Bereich (höchstens fünfzig Rappen pro für den Eigengebrauch bestimmtes Filmexemplar / bei Vertreiber oder Videothekar bezogen) funktionieren soll, erhält man noch weniger Auskunft.

Bevormundung der Programmverantwortlichen

Die Kommission Moor geht davon aus, dass ausländische Investoren eine beliebige Anzahl von Multiplex-Kinos bauen und die Verluste aussitzen können, bis die schweizerischen – als Gewerbetriebe nicht gleich kapitalkräftigen – Vorführbetriebe in den Städten ausgehungert sind. Der als

Konsequenz daraus entstehenden Gefährdung der Vielfalt des Filmangebotes soll im Nachhinein entgegengetreten werden.

Die Vielfalt und Qualität des Filmangebotes soll durch die Verpflichtung für die Verleih-, Vorführ- und Vertriebsunternehmen in ihrer Tätigkeit zur Angebotsvielfalt beizutragen, gefördert werden. Angebotsvielfalt ist gegeben, wenn pro Auswertungsbereich und relevantem Markt qualitativ sowie quantitativ Filme aus unterschiedlichen Ländern nach Möglichkeit in der jeweiligen Originalversion stammen und unterschiedliche Filmstile aufweisen. Stellt das Bundesamt fest, dass die Angebotsvielfalt nicht gegeben ist, fordert es die betroffenen Verleih, Vorführ- und Vertriebsunternehmen auf geeignete Vorschläge zu unterbreiten. Erachtet das Bundesamt die Vorschläge als unzureichend, kann es Massnahmen anordnen.

Damit kann nach der so genannten Liberalisierung des Filmgesetzes ein Bundesamt

directement influencer les programmes des distributeurs, des cinémas et des vidéothèques. Les mesures prévues sont l'obligation de livrer, des créneaux horaires ou des quotas. Pour la Commission, la présence du cinéma d'Afrique, d'Asie, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud est plus importante que la qualité des films. Ceci n'étonne pas puisque le président à, selon ces propres dires, insisté pour que le terme «qualité» soit supprimé dans le volet concernant la diversité de l'offre cinématographique sur les écrans. La mise sous tutelle des responsables de la programmation se passe sur le plan de la nationalité et pas de la qualité des films.

Il est étrange qu'une commission qui critique la notion générale imprécise des intérêts culturels en tant que critère pour l'ouverture de salles et qui abolit, entre autres pour cette raison, le régime d'autorisation, introduit aujourd'hui des termes qui sont tellement vagues qu'ils ne peuvent fournir que des indices.

direkt auf die Programmgestaltung von Verleih-, Kino- und Vertriebsgesellschaften Einfluss nehmen. Vorgesehene Massnahmen sind Lieferungs-pflicht, Pflicht für Schienenprogramme oder Quoten. Für die Kommission ist die Präsenz des Filmschaffens Afrikas, Asiens, Zentral- und Südamerikas wichtiger als die Qualität der Filme. Dies ist nicht verwunderlich, hat doch der Präsident der Kommission nach eigener Aussage sehr darauf gedrungen, das Wort Qualität im Zusammenhang mit der Vielfalt des Filmangebotes auf den Leinwänden wegzulassen. Die Bevormundung der Programmverantwortlichen geht in Richtung Nationalität und nicht in Richtung Qualität der Filme.

Befremdend ist, dass die gleiche Kommission, die den unbestimmten Begriff der kulturellen Interessen als Kriterium im Zusammenhang mit der Eröffnung von Filmtheatern kritisierte und unter anderem aus diesem Grund von der Bewilligungspflicht Abstand nahm, heute Begriffe einführt,

Hormis le fait que les mesures prévues ne seraient appliquées qu'à l'instant où la scène cinématographique aurait déjà subi des dégâts irréparables, il est peu probable, au vu des possibilités de recours prévues par les lois sur l'organisation judiciaire et sur la procédure administrative, que des termes aussi vagues déploieront leurs effets dans un délai utile.

Obligations d'informer et d'annoncer

Un registre central englobant distributeurs, cinémas, diffuseurs vidéo et vidéothèques doit être créé. En plus des preuves des rapports de propriété, des liens contractuels et participations, distributeurs, cinémas, fournisseurs vidéo et vidéothèques doivent annoncer à l'OFC pour chaque film le nombre d'écrans où il est projeté, le nombre de spectateurs, le nombre d'exemplaires vendus et les chiffres d'affaires. Ces annonces engendrent du côté de l'expéditeur comme du côté du récepteur, section film de l'OFC, des dépenses administratives en

die derart unbestimmt sind, dass sie nur Indizien geben. Abgesehen davon, dass die vorgesehene Massnahmen erst angewendet werden sollen, wenn der Filmszene Schweiz bereits unreparierbare Schäden zugefügt wurden, ist nicht anzunehmen, dass derartig unbestimmte Begriffe angesichts der im Verwaltungsverfahrens- und Bundesrechtspflegegesetz vorgesehene Verfahren und Rechtsmittel, wenn überhaupt, innert nützlicher Frist greifen könnten.

Auskunfts- und Meldepflichten

Ein Verleih, Kinos und Videotheken umfassendes Zentralregister soll geschaffen werden. Neben Eigentumsverhältnissen, vertraglichen Bindungen und Beteiligungen sollen Filmverleiher, Kinobetreiber, Grossisten des Videovertriebes und Videothekare dem Bundesamt für jeden Filmtitel die Anzahl der bespielten Leinwände, Anzahl der Besucher, Anzahl verkaufter Filmexemplare und Umsätze melden. Die dem Bundesamt zu erstattenden

francs)
«Barak» («Le baraquement») de Valerij Ogorodnikov (Russie/Allemagne)
Léopard d'Argent (20'000 francs)
«La vie ne me fait pas peur» de Noémie Lvovsky (France/Suisse)
Prix spécial, Léopard de Bronze
Véra Briole, interprète de «1999 Madeleine», de Laurent Bouhnik (France)
Prix spécial, Léopard de Bronze
Serge Riaboukine, interprète de «Peau d'homme, cœur de bête», de Hélène Angel (France)
Prix Spécial du Jury (10 000 francs)
«El medina» de Yousry Nasrallah (France/Egypte)
PRIX DU JURY DES JEUNES
1^{er} Prix UBS (7'000 francs)
Laurent Bouhnik, pour «1999 Madeleine» (France)
2^e Prix «Jeune cinéma» (4'000 francs)
Ed Radtke, pour «The dream catcher» (USA)
2^e Prix «Jeune cinéma» (4 000 francs)
Park Kwang-Su, pour «Yi jae-su ei nan» (Corée du Sud/France)
Prix «L'environnement, c'est la qualité de la vie» (3 000 francs)

Valerij Ogorodnikov, pour «Barak» («Le baraquement») (Russie/Allemagne)
Prix «Euro«26» (2 000 francs)
Noémie Lvovsky, pour «La vie ne me fait pas peur» (France/Suisse)
PRIX DU JURY FIPRESCI
«Nannan nunu» («Hommes et femmes») de Liu Bingjian (Chine)
PRIX DU JURY CECUMENIQUE
Noémie Lvovsky, pour «La vie ne me fait pas peur» (France/Suisse)
PRIX «DON QUIJOTE» DU JURY FICC/IFFS
«Buta no mukui» de Sai Yohichii (Japon)
PRIX DU JURY C.I.C.A.E./ARTE
Yousry Nasrallah, pour «El medina» (France/Egypte)

SEMAINE DE LA CRITIQUE - PRIX «SSR SRG idée suisse» DU JURY
«Desperately seeking Helen» de Eisha Marjara (Canada)

COMPETITION VIDEO - PRIX «SONY SPECIAL VIDEO» DU JURY (15 000 francs)
«Amber City» de Omar Amiralay (France)

PRIX DU PUBLIC «CINEPRIX SWISSCOM»
«Himalaya, l'enfance d'un chef» de Eric Valli (France)

LEOPARDS DE DEMAIN
PRIX DU JURY OFFICIEL
Prix SSR SRG idée suisse
«Entre nos» de Margarida Cardoso (Portugal)
«Babami hirsizlar caldi» («Le père volé») de Eden Isik (Suisse)
Prix Eastman Kodak Compagny
«Estou perdo» de Sandro Aguilar (Portugal)
«A Lilien» de Olivier Rihs (Suisse)
Prix Action Light
«Les électrons libres» de Frédéric Mermoud (Suisse)
Prix Aaton
«Jam session» de Marina Simoes (Portugal)
Prix Film und Video Untertitelung
«Trivial Killer» de Isabelle Vossart (Suisse)
PRIX DU JURY DES JEUNES
«O ralo» de Tiago Guedes et Frederico Serra (Portugal)
«Razor's edge» de Lorenzo Benedick (Suisse)

Prix SSA au développement de scénarios

Pour la deuxième édition, le jury du Prix SSA au développement de scénarios a examiné les 73 projets originaux de long métrages de fiction (cinéma et télévision) qui lui ont été adressés de Suisse et de l'étranger. Le palmarès a été proclamé et les prix remis aux lauréats le 10 août 1999 lors du Festival du Film de Locarno.

Catégorie «Projets présentés avec un contrat liant l'auteur à une société de production indépendante»
• Fr. 15 000.- à «Bed & Breakfast» de Denis Rabaglia, Dschoint Ventschr
• Fr. 15 000.- à Schattenmühle de Urs Bühler-Behnd/Máximo image GmbH
• Fr. 10 000.- à «Un jour mor Prince viendra» de Stéphanie Chuat et Véronique Revmond, Ciné Manufacture
Catégorie «Projets présentés sans contrat liant l'auteur à un producteur»

Suite page 1

argent et en temps, qui n'ont aucune relation avec l'importance du cinéma pour l'économie suisse. (...)

Tous ces chiffres ne donnent aucune indication quant au rayonnement culturel et au niveau des films présentés en Suisse. Des annonces qui distinguent par genre, style ou niveau des films sont subjectives. Le régime d'annonce et d'information prévu ne donne aucun renseignement quant à l'importance culturelle du film suisse et du film en Suisse. Il se peut que certains acteurs puissent en tirer des conclusions quant au succès ou à l'échec commercial de leurs concurrents. Cette possibilité qui ne sert que des intérêts privés ne justifie en aucun cas le gonflement de l'appareil administratif lié à ce nouveau système de renseignement et les frais qu'il engendre au niveau de la Confédération et des privés.
(...)

Conclusion

La Loi fédérale sur le cinéma en vigueur a fait ses preuves. Il y a lieu de constater qu'en comparaison de nos voisins, mais aussi de l'Amérique, cette Suisse «provinciale», sans très grandes villes, présente une variété et une qualité dans l'offre des films qui est toujours louée par les observateurs étrangers. Cette variété des programmes est en relation directe avec nos structures encore pluralistes aujourd'hui et reposant sur des petites et moyennes entreprises qui font participer une quantité de personnes aux décisions à prendre en matière de programmation. Chaque participant au processus de décisions manifeste ses préférences particulières et ses antipathies personnelles quant au choix des films. Seul le concours de toutes ces tendances donne un large éventail de l'offre de films, tandis que tout individu qui quitte ce processus engendre une lacune. Ces lacunes ont d'autant plus de poids qu'il s'agit souvent, chez ceux qui quittent, d'individualistes qui

aiment un certain genre de films et qui précisément, pour cette raison, ne se laissent pas intégrer dans un trust.

Avec l'entrée en vigueur de l'ordonnance sur le cinéma qui abolissait le système du contingentement, la loi fut libéralisée. L'aide au cinéma sous contrôle parlementaire (environ 21 millions de francs) fonctionne, même si les montants dont rêvent les producteurs et autres destinataires de subventions ne sont pas toujours disponibles. La notion générale imprécise des intérêts généraux de la culture fut concrétisée par la révision de la Constitution. Le seul point faible est le terme des monopoles locaux mentionné à l'article 18 al. 3 qui devrait être compris comme domination régionale du marché.

Selon les dires de son président, la question de principe de savoir si la Loi sur le cinéma devait être révisée de A à Z ne s'est pas posée à la Commission Moor. De même source, on apprend que le calendrier que la Commission avait à respecter était contraignant et

que pour cette raison elle avait travaillé en vase clos, sans recourir davantage aux commissions élargies. La Commission se constituait, en plus de l'ancien président de Procinéma et d'une sociologue, de l'ancienne directrice du centre Suisse du cinéma, organisation tenue de promouvoir le film suisse, d'un auteur de film, du président de l'Association des producteurs et d'un auteur/producteur. Avec voix consultative y participait le chef de la Section du cinéma de l'OFC, qui avait rédigé le projet de loi. Vu la composition de la Commission il n'est pas étonnant que le projet Moor est principalement axé sur le financement du film suisse et le renforcement de la position de l'OFC.

La nouvelle loi délègue à l'OFC, respectivement à la Section du cinéma de l'Office susmentionnée, de larges compétences. La compétence du Parlement en matière d'octroi d'un montant maximum pour les mesures d'encouragement au budget annuel de la Confédération annuel devrait

Meldungen verursachen auf Seiten der Meldenden wie auch auf Seiten des Datenempfängers, der Sektion Film des Bundesamtes für Kultur, einen Verwaltungsaufwand, der in keiner Relation zur Bedeutung des Filmwesens für die schweizerische Wirtschaft steht. (...)

Auch geben all die erfassten Zahlen keinesfalls Auskunft über die kulturelle Bedeutung und das Niveau der in der Schweiz vorgeführten Filme. Nach Genre, Stil und Niveau der Filme unterscheidende Meldungen sind weitgehend willkürlich. Das vorgesehene Auskunfts- und Meldewesen wird kaum über die kulturelle Bedeutung des Schweizer Films und des Filmes in der Schweiz Auskunft geben. Vielleicht können Marktteilnehmer/-innen aus diesen Zahlen Schlüsse in Bezug auf den wirtschaftlichen Erfolg oder Misserfolg ihrer Konkurrenten ziehen. Diese nur privaten Interessen dienende Möglichkeit rechtfertigt keinesfalls die mit dem neuen Meldewesen verbundene Aufblähung des Verwaltungsapparates und die da-

durch beim Bund wie bei den Privaten anfallenden Kosten. (...)

Schlussfolgerungen

Das geltende Filmgesetz hat sich bewährt. In der Tat muss man immer wieder im Vergleich zu unseren Nachbarn, ja selbst im Vergleich zu Amerika feststellen, dass diese provinzielle Schweiz, die keine einzige mit dem Ausland vergleichbare Grossstadt besitzt, eine immer wieder von ausländischen Fachleuten gelobte Vielfalt und Qualität des Filmangebotes aufweist. Diese Vielfalt der Programme steht in direkter Beziehung zu unseren heute noch auf kleineren und mittleren Betrieben basierenden pluralistischen Strukturen, die einer Vielzahl von Personen Entscheidungen in Sachen Programmation erlauben. Jeder Entscheidungsträger hat seine persönlichen Affinitäten zu gewissen Filmen und seine persönlichen Abneigungen anderen gegenüber. Allein das Zusammenspiel all dieser Tendenzen führt zu einem breit gefächerten Filmangebot. Jeder,

der aus diesem Entscheidungsprozess ausscheidet, hinterlässt eine Lücke, die umso grösseres Gewicht hat, als es sich bei den Ausscheidenden meist um Individualisten, die sich nicht in die grossen Trusts integrieren lassen, handelt.

Mit dem In-Kraft-Treten der Filmverordnung und der damit verbundenen Aufhebung der Einfuhrkontingente wurde das Gesetz liberalisiert. Die der parlamentarischen Kontrolle unterliegende Filmförderung (rund 21 Mio. Fr.) funktioniert, auch wenn nicht immer so viel Geld, wie sich dies Produzenten und andere Subventionsempfänger wünschen, vorhanden ist. Der Begriff der staats- und kulturpolitischen Interessen wurde mit der Revision der Verfassung konkretisiert. Einzige Schwachstelle ist der in Art. 18 al 3 erwähnte Begriff der lokalen Monopole, der als regionale Marktbeherrschung verstanden werden sollte.

Nach Aussage ihres Präsidenten hat sich für die Kommission Moor die Grundsatzfrage, ob das alte Gesetz von A

bis Z revidiert werden müsse, nicht gestellt. Aus gleicher Quelle verlautet, dass der Vorwurf, sie hätte sich zu sehr abgesprochen und zu wenig Rücksprache mit erweiterten Kommissionen genommen, darauf zurückzuführen ist, dass ihr der Zeitplan, den sie einhalten musste, nicht viel Spielraum liess. Der Kommission gehörten neben dem ehemaligen Präsidenten von Procinéma und einer Soziologin, die ehemalige Direktorin des Förderung des schweizerischen Filmschaffens verpflichteten schweizerischen Filmzentrums, ein Filmautor, der Präsident des Filmproduzentenverbandes und ein Autor/Produzent an. Mit beratender Stimme nahm der Leiter der Sektion Film des BAK, der den Entwurf redigiert hatte, an den Sitzungen teil. Angesichts dieser Zusammensetzung der Kommission ist es nicht verwunderlich, dass der Entwurf Moor hauptsächlich auf die Finanzierung des Schweizer Filmes und auf die Stärkung der Stellung des BAK ausgerichtet ist.

être réduit. Les cantons n'ont, bien que la culture soit de leur domaine, plus de possibilités de façonner la scène cinématographique sur leur territoire. Par le truchement de taxes d'incitations, la section du cinéma peut renchérir l'accès aux films mal vus, c'est-à-dire aux films remportant un succès auprès du public. La section du cinéma peut influencer directement l'offre des distributeurs, des cinémas, des fournisseurs vidéo et des vidéothèques. Le devoir de fournir des renseignements donne à l'OFC un savoir d'«insider» inimaginable dans toute autre branche économique. La composition équitale de la Commission fédérale du cinéma, prévue par l'actuelle loi, est laissée au bon vouloir du Conseil fédéral. La Commis-

sion Moor est l'exemple de ce que le Département fédéral de l'intérieur (DFI) entend par composition équitale.

Nous sommes de l'avis que le projet en question ne remplit pas la mission constitutionnelle d'encourager une offre d'œuvres cinématographiques variées et de qualité. Il crée plus de problèmes qu'il n'en résout. Les retombées pratiques sur la scène cinématographique suisse, notamment dans les domaines de la distribution, de la fourniture et de la vente/location vidéo et de la projection de films n'ont pas été évaluées avec assez de soin. Le projet milite en faveur de structures plus centralisées et d'un renforcement du rôle de la Confédération. Un remaniement complet du projet s'impose et la question fondamentale, de savoir si l'ancienne loi doit être révisée de A à Z reste ouverte, le quatrième essai en cette direction n'étant aussi pas convaincant.

W.P. Wachtl

pflichten vermitteln dem Bundesamt ein wohl für keinen anderen Wirtschaftszweig denkbare Insiderwissen. Die im Gesetz vorgesehene ausgewogene Zusammensetzung der eidg. Filmkommission soll dem Belieben des Bundesrates überlassen werden. Die Kommission Moor illustriert, was das EDI unter einer ausgewogenen Zusammensetzung versteht.

Wir sind der Meinung, dass der vorliegende Entwurf der Kommission Moor dem Verfassungsauftrag, Vielfalt und Qualität des Filmangebotes, zu fördern nicht gerecht wird. Auch schafft er mehr Probleme als er löst. Die praktischen Auswirkungen auf die Filmszene Schweiz wurden, insbesondere in den Bereichen Verleih, Vertrieb und Vorführung von Filmen, nicht mit genügender Sorgfalt evaluiert. Eine vollständige Überarbeitung des Entwurfes drängt sich auf. Und die Grundsatzfrage, ob das alte Gesetz von A bis Z revidiert werden müsse, bleibt, nachdem auch der vierte in diese Richtung gehende Versuch nicht zu überzeugen vermag, offen.

W. P. Wachtl



W.P. Wachtl

Das neue Filmgesetz überträgt dem Bundesamt für Kultur beziehungsweise der Sektion Film des vorgenannten Amtes weitgehendste Kompetenzen. Die Kontrolle des Parlaments in Belangen der Filmförderung soll beschränkt werden. Kantone haben, obwohl Kultur zu ihren Belangen gehört, kein Mitspracherecht bei der Gestaltung der Kinoszene auf ihrem Gebiet. Via Lenkungsabgabe können von der Sektion Film missliebige, sprich erfolgreiche Filme verteuert werden. Die Sektion Film kann direkt auf das Programmangebot von Verleih, Kino und Videovertrieb Einfluss nehmen. Die vorgesehenen Auskunfts- und Melde-

- Fr. 5 000.- à «Sandra Bellini's Taves» d'Antoine Jaccoud
 - Fr.5 000.- à «Späte Heirat» de Urs Richle
- Délai de dépôt des nouveaux projets: 25 mai 2000.

«Le silence de la peur» primé à Cannes

Le jeune Jury de la section «Cannes junior» a décerné le «Prix du cœur» au «Silence de la peur», film de fiction long métrage du réalisateur genevois Nasser Bakhti.

Ateliers d'écriture à L'arc

Du 27 au 31 octobre, à Romainmôtier, la scénariste Emanuelle delle Piane animera un atelier d'écriture portant sur l'exploration de l'écriture visuelle et l'élaboration de projets. Délai d'inscription: 1^{er} octobre 1999.

Renseignements: L'arc, CP, 1323 Romainmôtier. Tél. 024 453 19 19, fax 024 453 19 21.

8^e Biennale de l'image en mouvement

Avec une sélection de films et vidéos de Jean-Luc Godard, la 8^e Biennale de l'image en mouvement qui se tiendra du 5 au 13 novembre au Centre pour l'image contemporaine Saint-Gervais, à Genève, annonce la couleur de la qualité. Figurent également au programme une compétition internationale, une rétrospective consacrée à l'œuvre d'Andy Warhol et une autre à celle de Nam June Paik, des films d'écoles, une exposition d'installations vidéo et multimédia et des premières.

Renseignements: tél. 022 908 20 60, fax 022 908 20 01, email «cic@sgg.ch», site www.sgg.ch/bim

Hors-Champ à Hong-Kong

Le 3^e numéro de Hors-Champ, revue bisannuelle de cinéma, vient de paraître. Au sommaire: Cinéma de Hong-Kong, Robert Frank, Lisl Ponger etc.

Renseignements: Elena Hill, ch. de l'Epignau 3, 1373 Chavornay. Email «hors.champ@unil.ch»

Multiplexe de Malley-Lausanne sur orbite

Les travaux de construction du «complexe multifonctionnel de Malley-Centre» ont démarré le 1^{er} juillet dernier. Il comprendra un multiplexe géré par la société Ciné Qua Non SA de 1'500 places réparties en six salles (soit une moyenne de 250 places par salle), un hôtel, des restaurants, des bars, des bureaux et un gigantesque centre

de bien-être et de fitness. Situé à la frontière de Lausanne et de la grande cité d'habitation de Renens, le complexe de Ciné Qua Non va à l'évidence drainer une partie du public citadin. Reste à savoir si cette implantation va vider les cinémas du centre de la ville ou attirer des nouveaux spectateurs.

Billettsteuer abgeschafft

BaZ. Die Aufhebung der Billettsteuer im Kanton Basel-Stadt ist in Rechts Kraft erwachsen und sofort wirksam. Diese Verfügung der Staatskanzlei ist im Kantonsblatt von gestern Mittwoch publiziert, nachdem die Referendumsfrist unbenutzt abgelaufen ist. Das Gesetz von 1920 ist also aufgehoben, die 15-prozentige Steuer auf Einnahmen zu Aufführungen, Vorstellungen und Sportveranstaltungen wird nicht mehr erhoben. Der Grosse Rat hatte dies am 9. Juni beschlossen.

Nouveau chef pour trigon

Après dix ans de travail acharné, Bruno Jaeggi, le fondateur de trigon-film passe le témoin à Walter Ruggle, critique et journaliste de cinéma de Zürich. Ruggle entrera en fonction en octobre.

Neuer Leiter für trigon

Der Zürcher Filmjournalist Walter Ruggle übernimmt die Leitung des trigon-Filmverleihs. Er löst Bruno Jaeggi ab, den Gründer und Leiter der Stiftung, der sich nach zehn Jahren harter Arbeit zurückzieht. Bruno Jaeggi wird dem Verleih als Berater erhalten bleiben. Ruggle tritt sein neues Amt per Oktober an.

Fortsetzung Seite 13

Neu bei trigon-Film: Severina Eggensteiner und Walter Ruggle



Cinéma tout écran a cinq ans

Du 20 au 26 septembre, Cinéma tout écran fête son 5^e anniversaire. Non sans satisfaction: le public augmente, les colloques attirent les professionnels et le préjugé «Abel cinéma» contre «Caïn télévision» bat de l'aile. Seule ombre au tableau: l'engagement financier des pouvoirs publics, jugé trop modeste. Rencontre avec Léo Kaneman, directeur artistique et responsable de la programmation.

Pour sa 5^e édition, le Festival «Rencontres internationales de cinéma et télévision – Cinéma tout écran» innove. Un prix d'interprétation est décerné pour la première fois, un «Select Screening» proposant une sélection d'œuvres de cinéma et de télévision récentes, suisses notamment, est prévu pour les acheteurs et les distributeurs et la compétition s'ouvre à des pays comme la Pologne et Cuba. Nouveau aussi, l'accession de Guillaume Chenevière, directeur de la Télévision suisse romande (TSR), à la présidence du festival.

Depuis 1995 déjà, Cinéma tout écran tente de faire le lien entre petit et grand écran, entre cinéma d'auteur et diffuseurs. Le pari, audacieux, a visiblement été tenu au-delà des at-

tentes. Au succès auprès du public, des professionnels suisses et étrangers – largement répercuté par les médias – viennent s'ajouter de bons résultats commerciaux: plusieurs œuvres présentées à Genève ont en effet trouvé preneur. Réussite également d'un concept qui ne paraît plus aussi iconoclaste aujourd'hui qu'il y a cinq ans. Bien au contraire. Selon Léo Kaneman, Cinéma tout écran n'est pas étranger au décloisonnement toujours plus sensible entre la création audiovisuelle et cinématographique. Pour preuve, l'empressement toujours plus manifeste des festivals de Locarno et de Nyon à prendre en compétition des films produits majoritairement par la télévision.

En termes d'audience,

Cinéma tout écran a vraiment décollé en 1998, avec 17 500 spectateurs, alors que la première édition enregistrait 6 500 entrées. Les sections les plus fréquentées restent la «Compétition officielle», colonne vertébrale de sa réputation, la section «Séries et collections» et la «Sélection internationale de films courts». Forts de ce succès, les organisateurs attendent 20 000 spectateurs en 1999. Un effort promotionnel accru est entrepris pour atteindre cet objectif, notamment avec la diffusion de 150 000 exemplaires d'un magazine-programme dans toute la Suisse romande.

Depuis l'année dernière, l'orientation des colloques proposés aux professionnels a par ailleurs été redéfinie dans une optique pragmatique: «Au début, on organisait des rencontres où l'on parlait beaucoup, mais dont les retombées concrètes étaient difficilement mesurables. En 1998, un colloque portant sur le financement du cinéma – auquel participait la Loterie romande –, a ainsi permis de donner le coup

d'envoi à la création d'un nouveau fonds pour le cinéma qui va être officialisé le 1^{er} janvier 2000», explique Léo Kaneman. Cette année encore, le financement de la production helvétique est au centre des préoccupations, puisque deux des trois débats prévus abordent la question épineuse des coproductions en Europe.

Ayant démarré avec un budget de 250 000 francs, le Festival tourne actuellement avec 650 000 francs: 60% du financement provient de diverses institutions – la Ville et le Canton de Genève, l'Office fédéral de la culture (OFC), la SSR, la TSR – 20% des associations, 20% du sponsoring et des recettes. En regard de l'activité déployée, Léo Kaneman juge son budget insuffisant, voire dérisoire comparé à celui d'autres festivals. Pour lui, le bât blesse surtout du côté de l'OFC, dont la subvention (70 000 francs) n'est pas assez conséquente. «Dans une interview à CB (4/99), le directeur du Festival Visions du réel – Nyon, Jean Perret, affirmait qu'un vrai soutien de la Confédération à

«Cinéma tout écran» wird fünf Jahre alt

Vom 20. bis 26. September findet «Cinéma tout écran» zum fünften Mal statt. Das Jubiläum wird mit berechtigtem Stolz begangen: Das Publikum erscheint immer zahlreicher, die Kolloquien mobilisieren die Profis und die Einschätzung «Abel-Kino» gegen «Kain-Fernsehen» wurde als Vorurteil überführt. Einziger dunkler Fleck: das allzu bescheidene finanzielle Engagement der öffentlichen Hand. Wir trafen Léo Kaneman, den künstlerischen Direktor und Verantwortlichen für die Programmgestaltung.

Zu seinem fünften Jubiläum führt das Festival «Rencontres internationales de cinéma et de télévision – Cinéma tout écran» einige Neuerungen ein. Erstmals wird ein «Prix d'interprétation» verliehen, vorgesehen ist zudem ein «Select Screening» einiger ausgewählter neuer (darunter auch Schweizer) Kino- und Fernsehfilme für die Käufer und die Verleiher, und der Wettbewerb steht nun auch solchen Ländern wie Polen und Kuba offen. Guillaume Chenevière, Direktor der Télévision suisse romande, wurde neu zum Festival-Präsidenten gewählt.

Bereits seit 1995 versucht

«Cinéma tout écran» eine Verbindung herzustellen zwischen dem kleinen und grossen Bildschirm, dem Autorenkino und den Filmverleihern. Das mutige Vorhaben ist sichtlich und über alle Erwartungen hinaus gelungen. Zum Erfolg beim Publikum, den schweizerischen und ausländischen Profis (was in den Medien auf grosses Echo stiess) kommen gute kommerzielle Ergebnisse hinzu: Mehrere in Genf gezeigte Werke fanden ihre Abnehmer. Erfolg auch für ein Konzept, das heute nicht mehr so ikonoklastisch scheint wie vor fünf Jahren. Ganz im Gegenteil. Laut Léo Kaneman ist «Cinéma

tout écran» nicht unbeteiligt an der immer offensichtlicheren Durchlässigkeit zwischen Video- und Kinoproduktion. Bewiesen wird dies durch die immer grössere Bereitwilligkeit der Festivals von Locarno und Nyon, solche Filme in den Wettbewerb aufzunehmen, die hauptsächlich vom Fernsehen produziert wurden.

Zu den Zuschauerzahlen: «Cinéma tout écran» zog 1998 17'500 ZuschauerInnen an, während beim ersten Festival gerade 6'500 Eintritte verbucht wurden. Die gefragtesten Veranstaltungen sind immer noch die «Compétition officielle», die «Séries et Collections» sowie die «Sélection internationale de films courts». Gestärkt durch diese positive Entwicklung, erwarten die Organisatoren in diesem Jahr 20'000 ZuschauerInnen. Zudem kommt ein intensiviertes Werbekonzept zur Anwendung, so die Streuung von 150'000 Programmzeitschriften in der ganzen französischsprachigen Schweiz.

Seit letztem Jahr wird die Ausrichtung der Kolloquien neu und pragmatischer defi-

niert: «Anfangs organisierten wir Workshops, bei denen viel geredet wurde, die jedoch zu keinen messbaren Resultaten führten. 1998 ermöglichte nun ein Kolloquium zur Filmfinanzierung, an dem die Loterie romande teilnahm, die Schaffung eines neuen Filmfonds, der ab 1. Januar 2000 offiziell aktiv wird», erklärt Léo Kaneman. Auch dieses Jahr steht die Finanzierung schweizerischer Produktionen im Zentrum, da zwei der drei Debatten die schwierige Frage der Koproduktionen in Europa zum Thema haben.

Gestartet wurde mit einem Budget von 250'000 Franken; heute verfügt das Festival über 650'000 Franken. 60% der Mittel werden von verschiedenen Institutionen beigesteuert – von Stadt und Kanton Genf, dem Bundesamt für Kultur (BAK), der SRG, TSR; 20% werden von Verbänden und 20% vom Sponsoring und von den Einnahmen abgedeckt. Angesichts des getätigten Aufwands beurteilt Léo Kaneman das Budget, verglichen mit anderen Festivals, als unzurei-

un festival devait correspondre à environ 25% du budget. Or on est loin d'atteindre ce pourcentage», relève Léo Kaneman. Pourtant, les démarches des organisateurs auprès des instances officielles n'ont pas manqué, ni les efforts pour pallier aux critiques qui leur ont été adressées. Jugé trop spécifiquement romand, Cinéma tout écran a renforcé ses liens avec les autres régions linguistiques, en particulier avec la Suisse allemande. Son comité directeur, désormais, comprend des représentants des trois chaînes nationales et des trois régions linguistiques du pays. Les débats et les informations sont en outre traduits en allemand et en anglais et, cette année, les organisateurs ont fait appel à des organismes suisses alémaniques pour mettre sur pied un colloque centré sur la ZDF.

Un autre handicap a aussi marqué l'existence de Cinéma tout écran: sa concurrence avec son aîné, le Festival de Genève «Stars de demain» qui, jusqu'à l'année passée, avait lieu à la même période. «Les autorités genevoises et fédérales



Léo Kaneman

déclaraient ne pas pouvoir nous aider davantage à cause de la présence de deux festivals à Genève. Depuis qu'elles ne subventionnent plus «Stars de demain» – qui cesse ses activités –, nous n'avons pas bénéficié des fonds ainsi libérés», explique Léo Kaneman. Et de poursuivre, perplex: «Malgré leurs paroles positives à l'égard de Cinéma tout écran, il y a là un blocage des autorités. Cette attitude est d'autant plus incompréhensible que notre objectif s'inscrit dans la droite ligne du nouveau pacte de l'audiovisuel et du projet de Loi fédérale sur la production et la culture cinématographiques.»

Laurent Asséo suite page 14

chend, sogar als lächerlich. Ausschlaggebend ist hauptsächlich das BAK, dessen Subvention von 70'000 Franken bei weitem nicht ausreicht. In einem Interview erklärte Jean Perret, Direktor des Festivals «Visions du réel» von Nyon, gegenüber CB (4/99), dass eine reale Unterstützung an ein Festival seitens des Bundes etwa einem Viertel des Budgets entsprechen müsse. «Was bei uns bei weitem nicht der Fall ist», unterstreicht Léo Kaneman. An den Demarchen der Organisatoren bei den offiziellen Instanzen fehlte es indes nicht, auch nicht an Bemühungen, die an sie gerichtete Kritik zu entkräften. Da «Cinéma tout écran» als zu «romand» beurteilt wurde, intensiviert das Festival die Verbindung zu den anderen Sprachregionen, insbesondere der deutschen Schweiz. Im Direktionskomitee sind nunmehr Delegierte der drei nationalen Fernsehanstalten sowie der drei Sprachregionen vertreten. Die Debatten und Informationen werden überdies ins Deutsche und Englische übersetzt. Dieses Jahr wandten sich

die Organisatoren an deutschschweizerische Organisationen mit dem Ziel, ein Kolloquium zum ZDF zu realisieren.

Ein weiteres Handicap prägte «Cinéma tout écran», nämlich die Konkurrenz zum älteren Genfer Festival «Stars de demain», das bis letztes Jahr zeitgleich stattfand. «Die Genfer Behörden und der Bund erklärten sich ausser Stande, uns auf Grund der Existenz von zwei Festivals in Genf vermehrt zu unterstützen. Doch auch seit «Stars de demain» – das seine Aktivitäten eingestellt hat – nicht mehr gefördert wird, wurden uns die dadurch freigestellten Mittel nicht zugesprochen», erklärt Léo Kaneman. Perplex führt er aus: «Trotz der lobenden Worte für 'Cinéma tout écran' besteht bei den Behörden eine Blockade. Diese Einstellung ist um so unverständlicher, da unser Ziel genau der neuen Video-Vereinbarung und dem Gesetzesentwurf über die Filmproduktion und -kultur entspricht.»

Laurent Asséo

Fortsetzung Seite 14

Sie kommen und sie gehen

Anita Wasser, die langjährige Koleiterin der Zürcher Kinos Morgental und Riff-Raff arbeitet neu mit Elke Gerig in der Programmation der Screen AG, dem Kino-Arm der Rialto Film AG.



Anita Wasser

Klaus Hubmann, der ehemalige Geschäftsführer von trigon-Film ist von seiner grossen Asienreise zurückgekehrt und offen für Neues. Neu bei trigon steht dafür Severina Eggenpieler der Sekretärin Meg Viermann und dem Interimsleiter Franz Frei multifunktional zur Seite, zuvor hat sie unter anderem für das IKRK gearbeitet. Und per Ende Juli hat Romi Koller nach genau sieben Jahren die Presseabteilung von Buena Vista verlassen, mit dem noch nicht völlig festgelegten Wunsch nach beruflicher Veränderung.

Film Location Switzerland

LA FLS sera officiellement créée en septembre. «Office du tourisme» spécialisé dans le secteur de l'audiovisuel, son but est l'information, l'accueil

et l'assistance des productions cinématographiques et audiovisuelles souhaitant tourner sur le territoire suisse. L'Association «Film Location Switzerland» adhèrera au réseau international de l'AFCI (Association of Film Commissioners International www.afci.org) et deviendra l'une des 250 commissions du film officielles du monde.

Renseignements: CAB Productions SA

Film Location Switzerland

Die FLS wird offiziell im September gegründet. Dieses «Verkehrsamt», ist im audiovisuellen Bereich spezialisiert. Seine Ziele sind Informationen, Empfang und Betreuung der Kinoproduktionen und audiovisuellen Produktionen, die in der Schweiz drehen möchten. Der Verein – «Film Location Switzerland» wird dem internationalen Netz der AFCI (Association of Film Commissioners International www.afci.org) beitreten und soll eine der 250 offiziellen Filmkommissionen in der Welt werden.

Auskunft: CAB Productions SA

Klaus Hubmann



Ah, les memoirs! Au revoir Raimondo – e grazie!
Il presidentissimo Raimondo Rezzonico retient Daniel Schmid.



Les colloques de Cinéma tout écran

Cinéma tout écran continue d'organiser des colloques appréciés. Cette année, trois débats réunissant des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel figurent au programme:

Les co-productions entre la ZDF, la SF DRS et les producteurs indépendants

Après la BBC et la RAI, la ZDF est l'invitée d'honneur du Festival. Cette importante chaîne allemande est un partenaire de grand intérêt pour la SSR, comme pour les producteurs indépendants. Ce colloque offre l'opportunité de faire le point sur l'état des coproductions entre la Suisse et les chaînes allemandes ARD et ZDF. Cette dernière va présenter sa politique de programmation et apporter des précisions sur les projets qu'elle recherche, les types de dossiers qui peuvent lui être soumis et les formes de collaboration envisageables.

Vendredi 24 et samedi 25 septembre. Genève. Délai d'inscription: 15 septembre, tél. 022 328 85 54.

DV - Questions de style

Ce séminaire, auquel participent Pierre Chevalier, responsable de la fiction à la Sept ARTE et initiateur de la collection «Petites caméras», Jacques Fansten réalisateur-producteur, ainsi que Jean-François Amiguet, Nadia Farès, Pascal Magnin, Francis Reusser et Raymond Vouillamoz – les cinq auteurs du film «La Fête» – propose de faire le point sur l'influence du numérique sur le langage cinématographique et sur la réalisation de films de fiction. Plusieurs extraits de réalisations tournées en Digital Video par Claude Miller, Eric Rohmer ou Thomas Vinterberg vont étayer le débat.

Samedi 25 septembre, de 10 h à 17 h, Genève. Délai d'inscription: 15 septembre, tél. 022 328 85 54.



«Made in India» de Patricia Plattner

Les coproductions européennes: nouvelles donnes, nouveaux instruments

Ce colloque, auquel participent Jacques Delmoly, directeur du programme MEDIA de l'Union européenne, et Sylvie Forbin, directrice d'Eureka audiovisuel, mettra en lumière l'état des coproductions européennes. Dans un premier temps, des représentants de plusieurs chaînes de télévision

vont exposer leur politique de coproduction en matière de cinéma et de télévision et leurs nouvelles orientations en matière de coopération. Le débat qui s'engagera ensuite portera sur les synergies possibles entre les mesures d'encouragement incitatives de l'Union européenne et de la Suisse «non européenne».

Samedi 25 septembre, de 9 h à 13 h, Genève. Délai d'inscription: 15 septembre, tél. 022 328 85 54.

Die Kolloquien von «Cinéma tout écran»

«Cinéma tout écran» führt weiterhin die gefragten Kolloquien in seinem Programm. Dieses Jahr sind drei Debatten von Film- und Videoprofis vorgesehen:

Die Koproduktionen von ZDF, SF DRS und den unabhängigen Produzenten

Nach der BBC und der RAI ist nun das ZDF Ehrengast beim Festival. Dieser wichtige deutsche Sender ist für die SRG wie auch für die unabhängigen Produzenten ein sehr interessanter Partner. Dieses Kolloquium bietet die Möglichkeit, den Stand der Koproduktionen der Schweiz und der deutschen Sender ARD und ZDF zu ermitteln. Das ZDF wird seine Politik der Programmgestaltung vorstellen und die in Frage kommenden Projekte, die zu unterbreitenden Dossiers und die Formen der möglichen Zusammenarbeit erläutern.

Freitag/Samstag, 24./25. September, Genf. Anmeldefrist: 15. September, Tel. 022 328 85 54.

DV - Stilfragen

Dieses Seminar, an dem Pierre Chevalier, Verantwortlicher für Fiction bei La Sept ARTE und Begründer der Reihe «Petites caméras», Jacques Fansten, Regisseur und Produzent, und Jean-François Amiguet, Nadia Farès, Pascal Magnin, Francis Reusser et Raymond Vouillamoz – die fünf Regisseure des Spielfilms «La Fête» – teilnehmen werden, konzentriert sich auf den Einfluss des Digitalen auf die «Sprache» und die Realisierung von Spielfilmen. Verschiedene Ausschnitte von Digital Videos von Claude Miller, Eric Rohmer und Thomas Vinterberg werden die Diskussion untermalen.

Samstag, 25. September, von 10 bis 17 Uhr, Genf. Anmeldefrist: 15. September, Tel. 022 328 85 54.

Die europäischen Koproduktionen: Neue Ausrichtung, neue Instrumente

Dieses Kolloquium, an dem Jacques Delmoly, Direktor des Programms MEDIA der EU, und Sylvie Forbin, Direktorin von Eureka-Video, teilnehmen werden, befasst sich mit der Situation der europäischen Koproduktionen. Als erstes werden Vertreter mehrerer Fernsehanstalten ihre Politik der

Koproduktion im Bereich von Film und TV sowie ihre Neuorientierung im Bereich der Zusammenarbeit darstellen. Die nachfolgende Debatte wird die möglichen Synergien der Anreizmassnahmen der EU und der «nicht-europäischen» Schweiz zum Thema haben.

Samstag, 25. September, von 9 bis 13 Uhr, Genf. Anmeldefrist: 15. September, Tel. 022 328 85 54.

«Zornige Küsse» von Judith Kennel



Trop d'optimisme?

Lettre de Rolf Schmid

Comme je n'ai pas pu participer à la dernière assemblée générale de Suissimage, je n'ai pris connaissance qu'en lisant Ciné-Bulletin de la position fondamentale et ô combien essentielle que la Commission culturelle avait prise en cette journée du 30 avril 1999 et qu'elle a tenu à transmettre à tout le peuple du cinéma.

Elle se plaint du fait que les requérants fournissent des données trop optimistes sur l'exploitation de leurs films. En d'autres termes, c'est le demandeur qui est coupable si les résultats des choix de la commission sont si pâlichons. Pas l'ombre d'une autocritique – une fois de plus ce sont les autres qui sont à blâmer. On se pose tout de même quelques questions: les membres si tourmentés de cette commission sont-ils vraiment incapables de juger à partir d'un scénario d'un éventuel succès à la distribution? N'est-ce pas

dans l'ordre des choses qu'un demandeur mette en lumière les aspects positifs de son film plutôt que d'en assombrir les perspectives? Les distributeurs suisses doivent-ils désormais se charger du travail de la commission en lisant les scénarios et en fournissant une évaluation (voire en «accompagnant» lesdits scénarios)? Pourquoi ne nomme-t-on pas un distributeur dans la Commission, si ceux-ci ont une telle importance? Quels éléments capitaux concernant la commercialisation potentielle des films la commission imagine-t-elle lire dans les contrats de distribution? N'est-on pas, une fois de plus, en train de se gargariser de formules creuses afin de dissimuler la honte des membres de la commission qui finissent par rougir un brin au vu des résultats lamentables de leur activité? Les membres de la commission ne font-ils pas de curieuses acrobaties oratoires chaque fois que le critère de l'effet sur le public est mis en avant? Ne serait-il pas indiqué, pour préserver un semblant de cohérence, de faire table rase

de ce critère qui ne sied pas à la commission ni, de longue date semble-t-il, à une grande partie des professionnels suisses du cinéma?

J'ai analysé les entrées recensées pour les films soutenus jusqu'à présent par la Commission culturelle (la commission quant à elle, ne paraît pas considérer qu'il soit

nécessaire de s'y arrêter). J'attends encore de disposer des résultats pour l'année 1999 et je mettrais publiquement ces chiffres à disposition – let's talk about it, mais gardons, s'il vous plaît, le sens de l'autocritique!

*Rolf Schmid, FAMA Film AG
Berne, le 8 juillet 1999*

«Closed Country» de Kaspar Kasics



Zuviel Optimismus?

Brief von Rolf Schmid

Da ich an der letzten Generalversammlung der Suissimage nicht teilnehmen konnte, erfuhr ich erst durch das Ciné-Bulletin von der wichtigen, tiefgreifenden Botschaft der Kulturkommission, die sie am 30. April 1999 an das gemeine Filmervolk richtete.

Darin klagt sie darüber, dass die Gesuchsteller zu optimistische Auswertungspläne eingereicht haben. Mit anderen Worten: es ist die Schuld der Bittsteller, dass die Ausbeute der Kommission dermassen penibel ist. Kein Fünkchen von Selbstkritik blitzt auf – es sind einmal mehr die Anderen schuld.

Da stellen sich doch wohl einige Fragen: Sind diese sich plagenden Kommissionsmitglieder wirklich nicht fähig, Scripts auf einen eventuellen Verleiherfolg zu beurteilen? Liegt es nicht in der Natur der Sache, dass ein Bittsteller eher positiv als negativ die Perspek-

tiven seines Filmes darstellt? Müssen jetzt die Schweizer Verleiher die Arbeit der Kommission übernehmen, indem sie die Scripts lesen und ihre Einschätzung preisgeben (sie sogar «begleiten» sollen)? Wieso wird nicht ein Verleiher in die Kommission gewählt, wenn dieser einen solch hohen Stellenwert darstellt? Welche relevanten Informationen in Bezug auf die Kommerzialität des Filmes will die Kommission aus den Verleihverträgen lesen? Sind es nicht einmal mehr hohle Sprüche, die hier geklopft werden, weil es den Mitgliedern auf Grund der miserablen Resultate doch ein ganz, ganz klein bisschen die Schamröte ins Gesicht treibt? Ist es nicht so, dass die Mitglieder der Kommission, immer wenn es um das Kriterium der Publikumswirksamkeit geht, die kuriosesten verbalen Purzelbäume schlagen? Wäre es konsequenterweise nicht besser, mit einem Kriterium aufzuräumen, das die Kommission offensichtlich nicht will und ein grosser Teil der schweizerischen Filmbranche in alt be-

kannter Manier ebenfalls nicht?

Ich habe die Kinoeintritte der von der Kulturkommission bisher geförderten Filme aufgearbeitet (die Kommission selber scheint dies nicht für nötig zu befinden), werde das Auswertungsjahr 1999 noch

abwarten und die Zahlen nächstes Jahr der Branche zur Verfügung stellen – let's talk about, aber bitte mit es bitzeli Selbstkritik!!!

*Rolf Schmid, FAMA Film AG
Bern, 8. Juli 1999*

Stina Werenfels («ID Swiss») und Nationalrat Alexander Tschäppät am Empfang von SRG SSR idée suisse in Locarno





s u i s s i m a g e

SSA

— SOCIÉTÉ SUISSE
DES AUTEURS

— SCHWEIZERISCHE
AUTOREN-
GESELLSCHAFT

— SOCIETÀ SVIZZERA
DEGLI AUTORI

SUISSIMAGE et la **SSA**
soutiennent le lancement de **FILM** la nouvelle revue suisse du cinéma.

Conscients de l'importance de la naissance de **FILM**, pour les auteurs et les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel, les deux sociétés d'auteurs pour la défense et la gestion des droits audiovisuels en Suisse sont fières de soutenir conjointement son lancement:

SUISSIMAGE a largement participé au financement de départ de la nouvelle revue suisse du cinéma sur le plan national.

La **SSA**, pour assurer à **FILM** un bon démarrage en Suisse romande – où, à l'inverse de l'édition suisse alémanique, la publication part de zéro – a décidé d'appuyer le lancement de la revue suisse de cinéma (édition romande) par une campagne d'abonnements exceptionnelle (voir ci-contre).

Les deux sociétés souhaitent plein succès aux deux rédactions de **FILM**.

**Abonnez-vous à FILM
pour 1 an au prix
spécial de Fr. 30.-**

FILM



- SOCIÉTÉ SUISSE
DES AUTEURS
- SCHWEIZERISCHE
AUTOREN-
GESELLSCHAFT
- SOCIETÀ SVIZZERA
DEGLI AUTORI

«Action SSA-FILM revue suisse de cinéma»

La SSA offre

666

abonnements de 1 an à FILM pour Fr. 30.-

(au lieu de Fr. 60.-, prix de lancement jusqu'au 31 décembre 1999)

Bénéficiaire de cette offre toutes celles et ceux qui s'abonnent au moyen du coupon ad'hoc «Action SSA-FILM revue suisse de cinéma» ci-dessous.

Pour chaque abonnement «Action SSA-FILM revue suisse de cinéma», la SSA versera à FILM la différence de Fr. 30.- de l'abonnement plein à Fr. 60.-.



Coupon de souscription

«Action SSA-FILM revue suisse de cinéma» ÉDITION ROMANDE.

Offre valable jusqu'à épuisement des 666 abonnements disponibles de l'«Action SSA-FILM revue suisse de cinéma» et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1999.

Je m'abonne à FILM pour 1 an (11 numéros) au tarif spécial «Action SSA-FILM revue suisse de cinéma» de Fr. 30.- (au lieu de Fr. 60.-, prix spécial de lancement)*.

Nom	Prénom
Rue	NPA/localité
Date	Signature

* Etranger: frais de ports en sus

Coupon de souscription à retourner à:

FILM • Revue suisse de cinéma • Service des abonnements • Case postale 271 • 1000 Lausanne 9

Pro Helvetia
«Réseaux» / Filmdienst

«Encounters» und «Close Encounters», Kapstadt 19.–28. Juni 1999

Ein Modell

Um es vorwegzunehmen: Das «Swiss South African Documentary Film Laboratory» «Close Encounters», eingebettet in das «Swiss South African Documentary Film Festival» «Encounters», war die weitaus intensivste und reichste Erfahrung, die ich bis heute im Rahmen sogenannten «kulturellen Austauschs» machen konnte. Denn es wurden nicht in erster Linie fertige Produkte vorgeführt und Meinungen zu diesen Produkten ausgetauscht, sondern der Austausch bestand in der gemeinsamen Arbeit von Filmemachern aus zwei sehr verschiedenen Kulturen (und vor allem Filmkulturen) an konkreten Projekten, an «works in progress».

Wie ich höre, ist es innerhalb der Pro Helvetia unstritten, ob im Rahmen des Kulturaustauschs «Weiterbildung» betrieben werden dürfe und solle. Die Dokumentarfilmprojekte, die unter der gemeinsamen «Tutorship» von Harriet Gavshon, Liz Fish und Clifford Bestall sowie von Richard Dindo, Thomas Imbach und mir besprochen und weiterentwickelt wurden, stammten ja nicht von bestandenen, sogenannt «ausgewiesenen» Dokumentaristinnen und Dokumentaristen, sondern von Debütanten, die sich auf Grund von theoretischen und praktischen Vorkenntnissen an ihre erste eigene Regiearbeit wagen wollten.

Dazu meine ich: Kulturaustausch ist «Weiterbildung», ob er nun im Kontakt zwischen «bestandenen» Kulturschaffenden oder mit weniger «bestandenen» erfolgt. Und umgekehrt ist «Weiterbildung» wie jede wahre Vermittlung von Bildung ein Austausch zwischen «Lernenden» und «Lernenden». Ich persönlich habe als «Swiss Tutor» in diesem Workshop nicht nur von meiner südafrikanischen Ko-Tutorin Harriet Gavshon gelernt, sondern auch von den «Kandidaten», mit denen wir arbeiteten. Ich möchte die Pro Helvetia also bitten, in dem «Laboratory» von Kapstadt nicht eine Ausnahme, sondern im Gegenteil ein Modell für einen intensiven und nachhaltigen Kulturaustausch zu sehen. Ein Modell nicht zuletzt deshalb, weil in unserer Wettbewerbsgesellschaft «bestandene» Kulturschaffende in der Regel weder bereit noch fähig sind, von ihresgleichen an Symposien, Kongressen etc. zu lernen - wir lernen, von «Schülern» wie von «Kollegen», am besten und am meisten, indem wir mit ihnen arbeiten.

Laboratory

Tutoren und Kandidaten waren äusserst luxuriös in Maisonnette-Zimmern im fünften Stock des Victoria Junction Hotels untergebracht. Für den Workshop waren zwei Sitzungszimmer im Souterrain reserviert, von denen eines mit Projektionswand, Hellraumprojektor, Videoprojektor und Drucker ausgerüstet war. Die Einzelsitzungen fanden in den mit Personal Computer ausgestatteten Zimmern der Kandidaten statt.

Das Laboratory begann am Montag mit einem ganztägigen Plenum aller Tutoren und Kandidaten, in dem jede Kandidatin ihr und jeder Kandidat sein Projekt präsentierte und sich den Fragen und Anregungen von Tutoren und Mitkandidaten stellte. Für die praktische Arbeit wurden die zwölf Kandidaten auf drei Tutorenpaare (Gavshon/Seiler, Fish/Dindo, Bestall/Imbach) aufgeteilt. Vorgesehen waren am Dienstag je eine 90minütige Einzelsitzung beider Tutoren mit jedem Kandidaten ihrer Vierergruppe, am Mittwoch und Freitag je eine Einzelsitzung eines Tutors mit zwei ihm persönlich zugewiesenen Kandidaten seiner Gruppe; beziehungsweise einigten sich jedoch alle drei «Tutorenpaare» spontan darauf, gemeinsam weiterzuarbeiten. Der Donnerstag stand den Kandidatinnen und Kandidaten für «Hausarbeit» zur Verfügung. Von Dienstag bis Freitag erhielten ausserdem alle Kandidaten von einer Spezialistin je zwei Einzelkolektionen in «Body Language» (dazu Näheres weiter unten).

Schon während des einleitenden «Plenums» von Kandidaten und Tutoren wurde klar, dass unsere Aufgabe vor allem darin bestehen würde, die fünf Kandidatinnen und sieben Kandidaten dabei zu unterstützen, ihre mit soziologischen Informationen fast durchwegs überladenen Projekte zu redimensionieren und aus der Domäne der Ab-

straktion in die des sinnlich und emotional Erfahrbaren zu überführen. Die gemeinsame Arbeit konnte jedoch nicht in der «pädagogischen Provinz», sondern musste unter den Bedingungen eines Wettbewerbs stattfinden, nämlich im Hinblick auf eine abschliessende Jurierung durch Vertreter des privaten Fernsehsenders e-TV und der Vertriebsfirma Primedia Pictures, die sich verpflichtet hatten, vier von den zwölf Projekten als 26-Minuten-Filme zu produzieren bzw. international zu vertreiben. (Im Hinblick auf diese Jurierung, die in Südafrika anders als hier zu Lande nicht nur auf Grund von schriftlichen Unterlagen, sondern zusätzlich im direkten Gespräch mit dem Kandidaten oder der Kandidatin, dem sogenannten «Pitching», erfolgt, wurden die Kandidaten eben auch in «Body Language», also einer möglichst effizienten persönlichen Präsentation - gleichsam der rhetorisch-körpersprachlichen «Verpackung» - ihres Projekts unterwiesen.)

Konkret ging es in Harriet Gavshons und meiner Gruppe um die Auseinandersetzung mit vier sehr unterschiedlichen, vor allem auch für die vorgegebene Dauer von 26 Minuten sehr unterschiedlich geeigneten Projekten. Eddie, ein 36-jähriger Weisseraus Australien, gelernter Physiotherapeut, seit acht Jahren in Südafrika bei Film und Fernsehen jobbend, kam mit seinem Vorschlag «The Fight» dieser Vorgabe am nächsten. Eddie will zeigen, wie ein junger Schwarzer aus einer der Townships rund um Kapstadt den ökonomischen und sozialen Aufstieg im Boxsport sucht. Im Zentrum des Films soll der Kampf stehen, durch den sich entscheidet, ob der Amateur künftig als Professional boxen kann. Da völlig ungewiss ist, wie dieser Kampf ausgehen und wie lange er dauern wird, bestand unsere Arbeit mit Eddie vornehmlich darin, mögliche inhaltliche und formale Optionen durchzuspielen. Dabei ergab sich, dass Eddie den Film in jedem Fall möglichst wortkarg und gradlinig gestalten würde.

Catherine, 37, holländisch-jüdischer Herkunft, hat einen Hochschulabschluss in Englisch und «Development Administration», war Radio- und Printjournalistin und arbeitet seit 1994 als Autorin, Regisseurin und Kamerafrau von Erziehungs- und Ausbildungsfilm für das Fernsehen. Ihr Projekt «African Mothers» befasst sich, ausgehend von ihrer persönlichen Erfahrung, mit der zentralen Rolle, die afrikanische Frauen während der Apartheid als Hausangestellte und «Pflegermütter» in weissen Familien spielten, während sie ihre eigenen Kinder der Obhut anderer Frauen überlassen mussten. Wir konnten Catherine in harten Auseinandersetzungen davon überzeugen, die «afrikanischen Mütter» als «gesellschaftliches Problem» zu vergessen, ihren sehr intensiven persönlichen Erinnerungen an ihre eigene Kinderfrau freien sinnlichen und emotionalen Lauf zu lassen und sie mit den gleichfalls persönlichen Erinnerungen eines oder einer Schwarzen ihrer Generation an eine «Kindheit ohne Mutter» zu konfrontieren.

Vaughan ist 29, Rastafari nordafrikanischer Abstammung, Bachelor of Science der University of the Western Cape, Absolvent eines Kurses für Videoproduktion. Als Regisseur, Kameramann und Cutter hat er an mehreren Erziehungs- und Ausbildungsfilm mitgewirkt. Nun möchte er einen Dokumentarfilm zum Thema «Jugendliche in Südafrika (Un-)Rechtssystem» machen. Dabei geht es ihm in erster Linie um die Tatsache, dass in Südafrika «mehr als 2000 Kinder unter 17 Jahren auf einen Strafprozess warten und weitere tausende in Gefängnissen sitzen. (...) Die Statistiken zeigen, dass sie mehrheitlich aus armen, schwarzem, städtischem Umfeld stammen.» Für Vaughans Anklage gegen das südafrikanische Kinder- und Jugendstrafrecht und dessen Vollzug fanden wir gemeinsam die Form eines «Letter to the President»: Der mehrfach (und ungerecht) beschuldigte 15-jährige Roderick wendet sich, seinen Prozess abwartend, direkt an Präsident Mbeki und führt ihm die allgemeinen Missstände und ihre Folgen anhand des eigenen Schicksals vor Augen.

Der 39-jährige Dumisani schliesslich, ein Schwarzer aus Transvaal mit mehreren Hochschulabschlüssen, heute Verwalter des Technikums von Witwatersrand, geht in seinem Projekt den historischen Wurzeln des Bandenwesens nach, einer seit dem Ende der Apartheid wieder zunehmend virulenten Geissel der südafrikanischen Grossstädte und ihrer Agglomerationen. Er möch-

te zeigen, dass die Gründung der ersten professionellen Gang um 1890 wohl durch einen Schwarzen, aber nach direktem weissem Vorbild erfolgte und dass die heute besonders gefürchtete Gang «28» ihre «Legitimation» aus dieser 100-jährigen Tradition bezieht. Wir konnten Dumisani, der als einziger Kandidat unserer Gruppe über keine film- oder fernsehspezifische Praxis verfügte, dabei helfen, sein grossangelegtes Projekt zu redimensionieren und eine für die Verflechtung von Geschichte und Gegenwart geeignete dramaturgische Struktur zu finden.

Bei allen vier Kandidaten beharrten wir mit unterschiedlichem Erfolg darauf, dass sie sich in der schriftlichen Formulierung ihrer Projekte von der blossen Absichtserklärung lösen und zu beschreiben versuchten, «was man sieht und hört». In dieser und anderer Hinsicht wären mit einer zusätzlichen Einzelsitzung wohl noch bessere Resultate zu erreichen gewesen. Umgekehrt dauerten die auf 90 Minuten bemessenen Einzelsitzungen zu lange; 60 oder sogar 50 Minuten hätten ausgereicht.

Die Zusammenarbeit zwischen Harriet Gavshon und mir empfand ich als äusserst angenehm und produktiv. Eine gewisse Arbeitsteilung zwischen uns ergab sich insofern, als für die Inhalte und die praktischen Belange naturgemäss eher Harriet zuständig war, während ich den formalen und dramaturgischen Aspekten Priorität einräumte.

Festival

Die Abende waren für die öffentlichen Screenings im «Cinéma Nouveau» reserviert, einem Multiplex-Saal mit rund 100 Plätzen in dem riesigen Einkaufs- und Vergnügungszentrum «V + A Waterfront» im Hafenviertel. Das Festival, dessen Besuch den Erwartungen der Veranstalter zu entsprechen, sie teilweise gar zu übertreffen schien, war für das Laboratory eine umso wertvollere Ergänzung, als es Kandidaten wie Tutoren Gelegenheit bot, aus dem Workshop-Ghetto des Hotels «unter die Leute» zu kommen. Allerdings waren zwei Programme pro Abend, je um 18 und 20 Uhr, nach der konzentrierten Tagesarbeit des Guten zu viel. Wir Schweizer lernten durch das Festivalprogramm nicht nur die neusten Arbeiten unserer Ko-Tutoren, sondern auch weitere wichtige südafrikanische Dokumentarfilme kennen - während unsere südafrikanischen Kollegen ihre eigenen, ausnahmslos für das Fernsehen auf Video produzierten Werke buchstäblich zum ersten mal in Grossprojektion sahen! (Auf die Projektion unserer 35mm-Filme dagegen, z.T. im klassischen Academy-Format und mit Mono-Ton, waren Kino und Vorführer ausgesprochen schlecht vorbereitet.) Sehr geschätzt wurde von den Veranstaltern wie von uns das grosse und offensichtlich echte Interesse, das der Schweizerische Generalkonsul in Kapstadt, Bruno Widrig, als Gastgeber des Eröffnungs-Cocktails wie als regelmässiger Besucher der Screenings dem Festival entgegenbrachte. Auch der Schweizerische Botschafter in Pretoria und Kapstadt, Robert Mayor, nahm am Schlussfest teil.

Höhepunkt des Festivals war die Weltpremiere des Films «Nelson Rolihlahla Mandela - an Intimate Portrait» von Clifford Bestall - eine meisterhafte Montage von Foto-, Film- und Fernsehdokumenten und von durchwegs aussagekräftigen Statements unterschiedlichster Zeitzeugen. Die Vermisage dieses eindrücklichen, ebenso spannenden wie anrührenden Porträts wählte denn auch der soeben ernannte Erziehungsminister der Republik Südafrika, Karda Asmal, für den ersten öffentlichen Auftritt in seinem neuen Amt. In einer kurzen Ansprache pries er den Dokumentarfilm als gesellschaftliches Aufklärungsinstrument par excellence. Damit das südafrikanische Dokumentarfilmschaffen diese Funktion nicht nur im Rückblick auf die Apartheid und ihre Überwindung, sondern auch im Hinblick auf die fast unabsehbaren Probleme der jungen demokratischen Gesellschaft nach der Apartheid erfüllen kann, wird der Minister allerdings dafür sorgen müssen, dass es sich um die Umklammerung durch die budgetären, produktionstechnischen und programmlichen Formate des Fernsehens befreien kann.

Organisation

Wenn an der hervorragenden Organisation von «Laboratory» und Festival durch Steven

Markowitz und Nodi Murphy von Big World Cinema etwas auszusetzen war, dann die fehlende wechselseitige Vor-Information über die so denkbar unterschiedlichen Produktionsbedingungen im südafrikanischen und schweizerischen Dokumentarfilmschaffen. Ich denke, den Kandidaten des «Laboratory» mussten unsere für ihre Begriffe überlangen und märchenhaft teuren «Feature Documentaries» eher als Fata Morgana denn als mögliches Modell vorkommen. Und umgekehrt: hätte ich gewusst, dass der südafrikanische Dokumentarfilm sozusagen ausschliesslich auf dem Prokrustesbett der ihm von den Fernsehsendern zugedachten «slots» (Sendepunkte) von vorwiegend 26 und höchstens 52 Minuten und mit Budgets von 3'000 Rand pro Sendeminute entsteht (nach Wechselkurs ca. 750 bis 800 Franken, kaufkraftmässig um die 2000 Franken), so hätte ich nicht nur zwei abendfüllende Kinofilme, sondern auch einen meiner Fernsehfilme nach Cape Town mitgenommen.

Und dennoch: wenn die gemeinsame Arbeit im «Laboratory» so intensiv und spannend wurde, dann nicht trotz, sondern wegen der grossen Gegensätze, die zu überbrücken waren. Denn in den Gegensätzen offenbarten sich auch Gemeinsamkeiten und Parallelen. Entfernt vergleichbar der Schweiz in der Periode von 1965 bis 1975, befindet sich Südafrika heute in einem gesellschaftlichen Um- und Aufbruch, und wie der Neue Schweizer Film damals ist der südafrikanische Dokumentarfilm heute mit ganz ungenügenden Produktionsbedingungen konfrontiert, deren Verbesserung nur durch einen kulturpolitischen Kampf zu erreichen ist. Und wie inkommensurabel die Dimensionen in beiden Ländern in jeder Hinsicht auch sein mögen: Der Optimismus, ja Enthusiasmus, mit dem sich die meisten Projekte der Kandidaten für gesellschaftliche Veränderungen (und nicht für mehr oder weniger überzeugende filmische «Innovationen») engagieren, hat mich in Bezug auf die Schweiz und den gegenwärtigen Zustand unseres Filmschaffens mit einer letztlich beschämenden Nostalgie erfüllt ...

Perspektiven

Abschliessend möchte ich dafür plädieren, den heute vieldiskutierten traditionellen wirtschaftlichen Verbindungen zwischen der Schweiz und Südafrika eine zwar bescheidener, aber ebenso intensive filmische «Connection» hinzuzufügen. In einem ersten Schritt sollten die im «Laboratory» erarbeiteten Filme der Kandidaten in der Schweiz gezeigt werden, begleitet von ihren Autorinnen und Autoren wie auch von unseren Ko-Tutoren sowie anderen «etablierten» südafrikanischen Dokumentaristen und deren wichtigsten Filmen. Die uns in Südafrika erwiesene grosszügige und herzliche Gastfreundschaft ruft danach, erwidert zu werden.

Alexander J. Seiler
Zürich, 7. Juli 1999

P.S. Ich habe nachzutragen:

- die landschaftlich respektive zeitgeschichtlich eindrücklichen Exkursionen nach Cape Point und zur südafrikanischen «Teufelsinsel» Robben Island, welche die Veranstalter uns Schweizern ermöglichten;

- das Ergebnis der «Jurierung», an der die Tutoren mit beratender Stimme teilnehmen konnten: Unter den vier für die Produktion durch e-TV ausgewählten Projekten befanden sich die von Eddie und Catherine, dazu «ausserplanmässig» als fünftes das von Dumisani.

«La vida es filmar» de Beat Borter



Cinélibre

Auswahlschau Solothurner Filmtage / Ciné-Bulletin

Im Artikel zur Auswahlschau Solothurner Filmtage in der Juli-Ausgabe des Ciné-Bulletin hat sich ein Fehler eingeschlichen. Der Verband Cinélibre, der die Auswahlschau Solothurner Filmtage 1999 organisiert hat, bittet um Kenntnisnahme folgender Berichtigung: Michael Sennhauser schreibt im Ciné-Bulletin «Unterprogramme von Organisationen, die der Bund bereits unterstützt, können in der Regel nicht zusätzlich finanziert werden. Dies gilt in diesem Fall sowohl für die Solothurner Filmtage wie auch für Cinélibre selber.» Schön wärs Cinélibre, der Verband der Schweizer Filmklubs und nicht-kommerziellen Spielstellen, wird vom Bund nicht unterstützt. Weder von der Sektion Film, die laut Marc Wehrli keine Institutionen an sich fördert, noch von der Sektion 11 für Allgemeine Kulturelle Fragen, die nur Organisationen von Kulturschaffenden unterstützt. Cinélibre und seine Mitglieder dagegen sind als Kulturvermittler tätig. Das Bundesamt für Kultur hat in den vergangenen Jahren einzelne Projekte von Cinélibre unterstützt, es erfolgte aber keine regelmässige Unterstützung des Verbandes. Eine finanzielle Unterstützung des Bundesamtes für Kultur zu Gunsten der von Cinélibre organisierten Auswahlschau Solothurner Filmtage würde demzufolge keine Doppelfinanzierung durch den Bund darstellen. Die Auswahlschau Solothurner Filmtage macht dem Kinopublikum jenes professionelle schweizerische Filmprogramm zugänglich, das von der privatwirtschaftlichen Verleih- und Kinobranche nicht (oder kaum) berücksichtigt wird. Kulturpolitisch ist eine Unterstützung der Auswahlschau Solothurner Filmtage durch den Bund sinnvoll. Zürich, den 15. Juli 1999

SUISSIMAGE

An welchen Filmen sind Schweizer Schulen interessiert?

Rechtliche Ausgangslage

Auf Grund des revidierten Urheberrechtsgesetzes dürfen in der Schweiz in einem bestimmten Rahmen Fernsehsendungen zu Zwecken des schulischen Unterrichts aufgezeichnet werden. Im Gegenzug ist dafür eine Vergütung geschuldet. Die Details dazu sind in den gemeinsamen Tarifen GT 7a (Basisnutzung) und 7b (erweiterte schulische Nutzung) geregelt.

Erste Verteilung

Kürzlich hat nun eine erste Verteilung der Entschädigungen für Aufzeichnungen von Fernsehsendungen in der Zeitspanne zwischen 1.8.95 und 31.12.97 stattgefunden. Solche Verteilungen erfolgen auf Grund der Meldungen der Schulen über die aufgezeichneten Titel. (Stichprobenweise durchgeführte Kontrollen durch SAFE haben übrigens ergeben, dass die Schulen weitgehend korrekt melden.) Ob und wie häufig die aufgezeichneten Werke im schulischen Unterricht tatsächlich gezeigt werden, entzieht sich zwar unserer Kenntnis, doch spricht vieles dafür, dass solche Aufzeichnungen auch tatsächlich Verwendung finden.

Erste Erkenntnisse zum Aufzeichnungsverhalten

- **Favorisierte TV-Programme:** Aufgezeichnet wird an Schulen vorab von den Sendern SFDRS 1, TSR 1, dem Kultursender ARTE und von France 3. Im Mittelfeld liegen 3Sat, ARD und S3.
- **Favorisierte Werkkategorien:** Schulen zeichnen fast ausschliesslich Dokumentarfilme / Reportagen und Kinospiele auf. (Aber selbst die Kategorie Sexfilm war vertreten, wobei Filme von Russ Meyer mitunter eher als Kultfilme gelten).

Top Ten

- Am häufigsten wurden in der Zeit zwischen dem 1.8.95 und dem 31.12.97 an Schweizer Schulen die folgenden 10 Titel aufgezeichnet:
1. «Vom Ochsenkarren zum Solarmobil: Die Mobilitätsentwicklung in der Schweiz» von Irène Marty (SUISSIMAGE)
 2. «Kokos: die schöne Schlanke vom Tropicstrand» von Egon Becker (SUISSIMAGE)

3. «Seelenfänger: Scientology» von Gaby Fuest und Monika Schuck (VG Bild-Kunst)
4. «Seelenfänger: Hare Krishna» von Thomas Hostettler (SUISSIMAGE)
5. «Seelenfänger: Kinder Gottes» von Gaby Fuest und Monika Schuck (VG Bild-Kunst)
6. «Seelenfänger: Zeugen Jehovas» von Gaby Fuest und Monika Schuck (VG Bild-Kunst)
7. «Rave New World: Mit Ecstasy durchs Wunderland der 90er» von Dani Gasser (SUISSIMAGE)
8. «Typische Wetterlagen im Alpenraum» von Emanuel Schilling (SUISSIMAGE)
9. «Verschiedenartig und doch ebenbürtig» (Originaltitel: «Africa, History of a Continent») von Christopher Ralling (DPRS)
10. «Meilensteine der Naturwissenschaften: Otto Hahn und die Kernspaltung» (Urheberschaft unbekannt)

Bei dem von Schulen am häufigsten aufgezeichneten Spielfilm handelt es sich im Übrigen um «Schindler's List» von Steven Spielberg.

Top Ten (französischsprachige Sendungen)

Da es in der Deutschschweiz mehr Schulen gibt als in der Romandie, handelt es sich bei den absoluten Top Ten um deutschsprachige Sendungen. Berücksichtigt man nur die französischsprachigen Sendungen, so ergibt sich folgendes Bild:

1. «Molière ou la vie d'un honnête homme» de Ariane Mnouchkine (SACD)
2. «Charles Ferdinand Ramuz» de Pierre-André Thiébaud (SUISSIMAGE/SSA)
3. «Saint-Exupéry: La dernière mission» de Robert Enrico (SACD)
4. «Albert Camus – un combat contre l'absurde» de James Kent (DPRS)
5. «L'aventure humaine / les chercheurs d'or du Liptako» de Roch Tran (SCAM)
6. «Le dessous des cartes / le tricheur à l'as de carreau» de Alain Jaubert (SCAM)
7. «Les années de Mao» (titre original: «China in revolution») de Sue Williams (DPRS)
8. «Germinal: les travailleurs de la terre, le sang et la misère» de Claude Langmann (SACD)
9. «Farinet, héros et hors-la-loi» de Yvan Butler (SSA)
10. «Albert Cohen par Albert Cohen» de William Karel (SCAM)

Quels films intéressent les écoles suisses?

Fondement juridique

La loi révisée sur le droit d'auteur autorise en Suisse, dans des conditions bien précises, la copie d'émissions télévisées à des fins pédagogiques. Une rémunération est toutefois due en contrepartie. Les détails sont fixés dans les tarifs communs TC 7a (utilisation de base) et TC 7b (utilisation scolaire étendue).

Première répartition

Une première répartition des redevances issues des copies d'émissions télévisées pour la période du 1.8.95 au 31.12.97 a eu lieu récemment. De telles répartitions s'effectuent sur la base des déclarations des écoles quant aux titres enregistrés. (Des contrôles ponctuels réalisés par SAFE ont par ailleurs montré que ces déclarations sont en grande partie correctes.) Bien sûr, il ne nous est pas possible de savoir si les œuvres enregistrées sont effectivement projetées dans le cadre de l'enseignement et à quelle fréquence; de nombreux éléments semblent néanmoins prouver que ces copies sont effectivement utilisées.

Premiers résultats concernant les habitudes d'enregistrement

- **Programmes TV favorisés:** sont enregistrés avant tout dans les écoles des émissions diffusées sur SFDRS 1, TSR 1, la chaîne culturelle ARTE et France 3. Viennent ensuite 3Sat, ARD et S3.
- **Catégories d'œuvres favorisées:** les écoles enregistrent presque exclusivement des documentaires / reportages et des films de fiction. (Mais même la catégorie érotique était représentée, les films de Russ Meyer étant toutefois plutôt dans celle des films-culte).

Top Ten

- Durant la période du 1.8.95 au 31.12.97, voici les dix titres qui ont été le plus souvent enregistrés dans les écoles suisses:
1. «Vom Ochsenkarren zum Solarmobil: Die Mobilitätsentwicklung in der Schweiz» d'Irène Marty (SUISSIMAGE)
 2. «Kokos: die schöne Schlanke vom Tropicstrand» d'Egon Becker (SUISSIMAGE)
 3. «Seelenfänger: Scientology» de Gaby Fuest et Monika Schuck (VG Bild-Kunst)
 4. «Seelenfänger: Hare Krishna» de Thomas Hostettler (SUISSIMAGE)
 5. «Seelenfänger: Kinder Gottes» de Gaby Fuest et Monika Schuck (VG Bild-Kunst)
 6. «Seelenfänger: Zeugen Jehovas» de Gaby Fuest et Monika Schuck (VG Bild-Kunst)
 7. «Rave New World: Mit Ecstasy durchs Wunderland der 90er» de Dani Gasser (SUISSIMAGE)
 8. «Typische Wetterlagen im Alpenraum» d'Emanuel Schilling (SUISSIMAGE)
 9. «Verschiedenartig und doch ebenbürtig» (titre original: «Africa, history of a continent») de Christopher Ralling (DPRS)
 10. «Meilensteine der Naturwissenschaften: Otto Hahn und die Kernspaltung» (auteur inconnu)

Quant au film de fiction le plus fréquemment enregistré, il s'agit de «La liste de Schindler» de Steven Spielberg.

Top Ten (émissions en langue française)

- Le nombre d'établissements scolaires étant plus élevé en Suisse alémanique qu'en Suisse romande, les dix titres les plus fréquents sont nécessairement en allemand. Si l'on considère uniquement les émissions en langue française, le classement est le suivant:
1. «Molière ou la vie d'un honnête homme» d'Ariane Mnouchkine (SACD)
 2. «Charles-Ferdinand Ramuz» de Pierre-André Thiébaud (SUISSIMAGE/SSA)
 3. «Saint-Exupéry: la dernière mission» de Robert Enrico (SACD)
 4. «Albert Camus – un combat contre l'absurde» de James Kent (DPRS)
 5. «L'aventure humaine / les chercheurs d'or du Liptako» de Roch Tran (SCAM)
 6. «Le dessous des cartes: le tricheur à l'as de carreau» d'Alain Jaubert (SCAM)
 7. «Les années de Mao» (titre original: China in Revolution) de Sue Williams (DPRS)
 8. «Germinal: les travailleurs de la terre, le sang et la misère» de Claude Langmann (SACD)
 9. «Farinet, héros et hors-la-loi» d'Yvan Butler (SSA)
 10. «Albert Cohen par Albert Cohen» de William Karel (SCAM)
- SUISSIMAGE/juillet 1999

SRG SSR idée suisse

Befriedigende Bilanz 1998

Die SRG idée suisse hat anlässlich ihrer Jahresmedienkonzferenz den Jahresabschluss und eine Standortbestimmung präsentiert. Die SRG idée suisse hält auch in einer sich rasch verändernden Medienwelt ihren Kurs. Im Zentrum steht der umfassende Service public. Dieser garantiert sämtlichen Sprachregionen eine annähernd gleichwertige Versorgung mit qualitativ hochwertigen Programmen. Dank einer sorgfältigen und vorausschauenden Unternehmenspolitik erfüllt sie ihren Auftrag erfolgreich, wie die wichtigsten Kernzahlen zeigen. Bei einem Umsatz von 1,4 Milliarden Franken schloss das Unternehmen die Rechnung 1998 mit einem Defizit von 3,4 Millionen Franken ab. Die SRG konnte ihre Marktstellung trotz erweiterter Konkurrenz sowohl beim Publikum als auch bei der Werbung halten. Trotz stagnierenden Einnahmen vergrösserte sie ihr Angebot im Radio um 10,2 Prozent, im Fernsehen um 5,6 Prozent. Die GebührenzahlerInnen erhalten die 6 Fernseh- und die 16 Radioprogramme für einen täglichen Beitrag von 1,09 Franken, ab 1.1.2000 für 1,16 Franken ohne MwSt. (6.7.1999)

Auskünfte: Josefa Haas, Tel. 031 350 92 30.

Bilan financier satisfaisant en 1998

A l'occasion de sa conférence de presse annuelle, SSR idée suisse a présenté la clôture des comptes et fait le point de la situation. SSR idée suisse maintient son cap, même dans un paysage audiovisuel en rapide mutation. Son activité est centrée sur un service public exhaustif qui garantit à toutes les régions linguistiques une desserte équivalente en programmes de haute qualité. Grâce à une politique managériale soignée et prospective, SSR s'acquitte de son mandat avec succès, comme le prouvent les principaux indicateurs. Pour un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs, les comptes 1998 de l'entreprise bouclent sur un déficit de 3,4 millions. SSR a réussi à maintenir sa position sur le marché, malgré une concurrence élargie, et ce tant auprès du public que des annonceurs. Elle a augmenté son offre de 10,2 pour-cent en radio et de 5,6 pour-cent en télévision, pour des recettes qui n'ont guère évolué. Les contribuables radio/TV reçoivent les 6 chaînes TV et les 16 programmes radio contre paiement d'une contribution journalière de 1,09 franc, qui passera à 1,16 franc (hors TVA) dès le 1.1.2000. (6.7.1999)

Renseignements: Josefa Haas, tél. 031 350 92 30.

VIPER

VIPER 99: Neuerungen für die 19. Ausgabe des Festivals

Mit einer Reihe von Neuerungen wartet das 19. Internationale Festival für Film, Video und neue Medien VIPER (27. bis 31. Oktober 1999) auf. Das bisherige «Multimedia» im Festival-Namen wurde ersetzt durch «neue Medien». Das Trägerorgan des Festivals hat sich personell vollständig neu konstituiert, so dass ein frisch bestellter Vereinsvorstand mit neuer Stabilität um die «übergeordneten» Geschicke von VIPER besorgt sein kann. Die Festivalführung teilen sich 1999 Conny E. Voester als künstlerische Leiterin (bisher) und Barbara Neubauer in der Funktion der Geschäftsleiterin (neu). Nach den guten ersten Erfahrungen der letztjährigen Veranstaltung wird wieder das Casino Luzern Festival-Zentrum für VIPER sein. Im Bereich «Internationaler Wettbewerb» wird 1999 die bisher getrennt erfolgte Jurierung in den Bereichen Film und Video aufgehoben. Neu wird so bei der 19. Ausgabe des Festivals ein Hauptpreis Film/Video ausgerichtet, der mit Fr. 10'000 dotiert ist. Auch die bereits traditionelle VIPER-Einrichtung der «Videowerkstatt Schweiz» erfährt eine Änderung. Als Neuerung in diesem Wettbewerbssegment wird der bisherige Teil erweitert zu einem Schweizer Wettbewerb für Film und Video, mit einer Preissumme von ebenfalls Fr. 10'000. Das VIPER-Forum '99 ist dem Thema «Cut + Copy» gewidmet; dabei untersucht VIPER die Wechselwirkung zwischen künstlerischer Produktion und einer typischen Arbeitsweise am Computer (Bearbeitungsfunktion «Copy/Paste» – Kopieren/Einfügen). Die neuen digitalen Techniken verleihen dem Motiv der Kopie und Wiederholung einen exemplarischen Stellenwert, stellen sich damit doch Fragen nach «Original» und «Kopie» (die nicht mehr zu unterscheiden sind). Im «Forum» werden aktuelle künstlerische Multimedia-Arbeiten präsentiert. Das geschieht zum einen in einem interdisziplinären öffentlichen Symposium, in dem KünstlerInnen, KulturtheoretikerInnen und WissenschaftlerInnen Fragen zum Thema «Cut + Copy» erläutern. Zum andern beinhaltet das «Forum» eine Reihe von Projektpräsentationen von CD-ROMs und Internetarbeiten. Schließlich gehört zum «Forum» eine Retrospektive mit Filmen und Videos zum Thema mit exemplarischen Arbeiten aus der Filmgeschichte sowie aus dem populären und experimentellen Filmschaffen. Erneuert wird, wie bereits 1998, im Panorama-Saal des Casino Luzern eine Media-Lounge installiert. Hier hat es Platz für die Video-Galerie, für CD-ROMs und Internet-Terminals, ein für das Festivalpublikum zur freien Benützung bereit stehendes, breites Angebot. Als Fortsetzung des Spezialprogramms «Videofocus» (1998: Alexander Hahn) erhält 1999 in diesem Bereich die in Basel lebende Videokünstlerin/Musikerin (Les Reines Prochaines) und Performerin Muda Mathis Gelegenheit, Einblick in ihr Schaffen zu gewähren. Ihre «arte

blanche» ermöglicht es ihr zudem, ihre geistigen und/oder realen WegbegleiterInnen vorzustellen. Als Kontrast zum Hightech-Mainstream und zur glatten Oberfläche von computergenerierten Bildwelten hat sich in jüngster Zeit ein eigentliches «Revival» des Filmformats Super-8 abgezeichnet. Ein weiteres Spezialprogramm von VIPER '99 nimmt sich so dieser körnigen Bilder an. Eine Filmreihe mit künstlerischen Super-8-Produktionen stellt als Retrospektive einen mediengeschichtlichen Kontext her (Kurator: Pop Chodorov, Paris). Weitere Filmvorführungen in Sachen Super-8 sind vorgesehen, darunter eine Schweizer Auswahl, kombiniert mit einer installativen Performance. Wie gewohnt wartet VIPER nebst den genannten (und weiteren) Festival-Programmpunkten mit Performances, Installationen, Workshops, Projekten und Events auf.

VIPER '99. Internationales Festival für Film Video und neue Medien Luzern (Schweiz). 27. bis 31. Oktober 1999, info@vipер.ch, www.viper.ch

Schweizerisches Filmzentrum / Centre suisse du cinéma

Pipilotti Rist, présidente du jury du Prix du cinéma suisse 2000

L'artiste et vidéaste de réputation internationale Pipilotti Rist a été nommée par la Présidente de la Confédération Ruth Dreifuss présidente du jury pour l'attribution des Prix du cinéma suisse en 2000. Elle sera entourée des cinq personnalités suivantes:

Luc Andrié, Lausanne, artiste-peintre et chargé d'enseignement à temps partiel à l'Ecole cantonale d'art de Lausanne (ECAL), Anne Bruschweiler, Genève, journaliste-présentatrice à la Télévision suisse romande, Villi Hermann, Lugano, réalisateur («Tamaro», «San Gottardo», «Matlosa»); Anka Schmid, Zurich, réalisatrice («Magic Matterhorn», «Hinter verschlossenen Türen», «Techqualkachi»); Anita Wasser, Zurich, programmatrice de cinéma.

Le Prix du cinéma suisse 2000 sera remis pour la troisième fois le 19 janvier 2000 à l'occasion des Journées cinématographiques de Soleure. Il est doté de 50 000 francs pour le «Meilleur long métrage de fiction», respectivement le «Meilleur film documentaire», et de 20 000 francs dans la catégorie

«Meilleur court métrage». Les films primés seront ensuite présentés dans les principales villes suisses.

Les gagnants du Prix du cinéma suisse 1999 – unanimement acclamés par le public et la presse – étaient: «F. est un salaud» de Marcel Gisler (Meilleure fiction), «Le Gouvernement» de Christian Davi (Meilleur documentaire) et «Pastry, Pain and Politics» de Stina Werenfels (Meilleur court métrage).

Le Prix du cinéma suisse est un projet commun de l'Office fédéral de la culture, de la SSR idée suisse, du Festival international du film de Locarno, des Journées cinématographiques de Soleure, du Festival du cinéma documentaire Visions du Réel, Nyon, ainsi que du Centre suisse du cinéma et de l'Agence suisse du court métrage.

Pipilotti Rist Jurypräsidentin für den Schweizer Filmpreis 2000

Die internationale renommierte Künstlerin und Videastin Pipilotti Rist wurde von Bundespräsidentin Ruth Dreifuss zur Präsidentin der Jury für den Schweizer Filmpreis 2000 gewählt. Dem sechsköpfigen Gremium gehören daneben folgende Persönlichkeiten an:

Luc Andrié, Lausanne, Kunstmaler und Teilzeit-Lehrbeauftragter an der Ecole cantonale d'art de Lausanne (ECAL); Anne Bruschweiler, Genf, Journalistin und Moderatorin bei der Television Suisse Romande; Villi Hermann, Lugano, Filmregisseur («Tamaro», «San Gottardo», «Matlosa»); Anka Schmid, Zürich, Filmregisseurin («Magic Matterhorn», «Hinter verschlossenen Türen», «Techqualkachi»); Anita Wasser, Zürich, Kino-Programmgestalterin.

Der Schweizer Filmpreis 2000 wird am 19. Januar 2000 anlässlich der Solothurner Filmtage zum dritten Mal verliehen. Er ist mit je 50'000 Fr. für den Besten Spielfilm und den Besten Dokumentarfilm sowie 20'000 Fr. für den Besten Kurzfilm dotiert.

Der Schweizer Filmpreis 1999 ging – von Publikum und Presse begeistert applaudiert – an «F. est un salaud» von Marcel Gisler (Bester Spielfilm), «Die Regierung» von Christian Davi (Bester Dokumentarfilm) sowie «Pastry, Pain and Politics» von Stina Werenfels (Bester Kurzfilm).

Der Schweizer Filmpreis ist ein gemeinsames Engagement des Bundesamtes für Kultur, der SRG SSR idée suisse, des internationalen Filmfestivals von Locarno, der Solothurner Filmtage, des Dokumentarfilmfestivals «Visions du réel» in Nyon sowie des Schweizerischen Filmzentrums in Zusammenarbeit mit der Kurzfilm Agentur Schweiz.

Bellinzona/Schweiz

20. – 27.11.1999
Castellinaria Festival internationale del cinema giovane
Films pour enfants et jeunes de 8 à 18 ans.
Compétition: longs métrages de fiction, min. 60', 35mm. Hors compétition: longs et courts métrages de fiction, 35mm, 16mm.
Anmeldefrist: 15.10.1999
c/o Espocentro
Via Cattori 3
Casella postale 1239
CH-6500 Bellinzona 2
Tel 091 825 35 11 / 825 28 93
Fax 091 825 36 11
e-mail: info@castellinaria.ch
http://www.castellinaria.ch

Park City/USA

20. – 30.1.2000
22nd Sundance Film Festival
Wettbewerb: Amerikanische Filme. World Cinema: nicht kompetitiv, 16mm, 35mm, lange Spiel- und Dokumentarfilme (min. 70'), Kurzfilme (max. 70') englische U.T. Amerikanische Premiere. Fertigstellung nach 1.10.1998. Anmeldegebühr: 20 bis 50 US\$.
Anmeldefrist: 1.10.1999
225 Santa Monica Blvd
Eight Floor
USA-Santa Monica, CA 90401
Park City
Tel. 001 310 394 46 62 / 801 328 34 56
Fax 001 310 394 83 53 / 801 575 51 75
e-mail: sundance@deltanet.ca
http://www.sundance.org

In Kürze / En bref

Aix-en-Provence/F, 29.11. – 4.12.1999
17e Festival Tous Courts
Ankara/TR, 12.11. – 2.12.1999
5th Festival of European Films
Aubervilliers/F, 8. – 17.11.1999
Festival de Films pour éveiller les regards
Autrans/F, 8. – 12.12.1999
16e Festival du Film Montage et Aventure
Belfort/F, 27.11. – 5.12.1999
Festival du film «Entrevues»
Bratislava/SR, 30.11. – 8.12.1999
International Film Festival Bratislava
Huelva/E, 20. – 27.11.1999
25 Festival de Cine Iberoamericano
Odivelas/P, 13. – 21.11.1999
X Encontros internacionais de cinema documental

«Die Zeit mit Kathrin» de Urs Graf, avec Katharina Bohny (Kathrin, Frühjahr 1994 – Winter 1997)

Sydney/AUS, 2. – 8.1.2000
Flickerfest 2000
Thessaloniki/GR, 12. – 21.11.1999
40th International Thessaloniki Film Festival
Viareggio/I, 27.11. – 3.12.1999
16th EuropaCinema & TV Festival

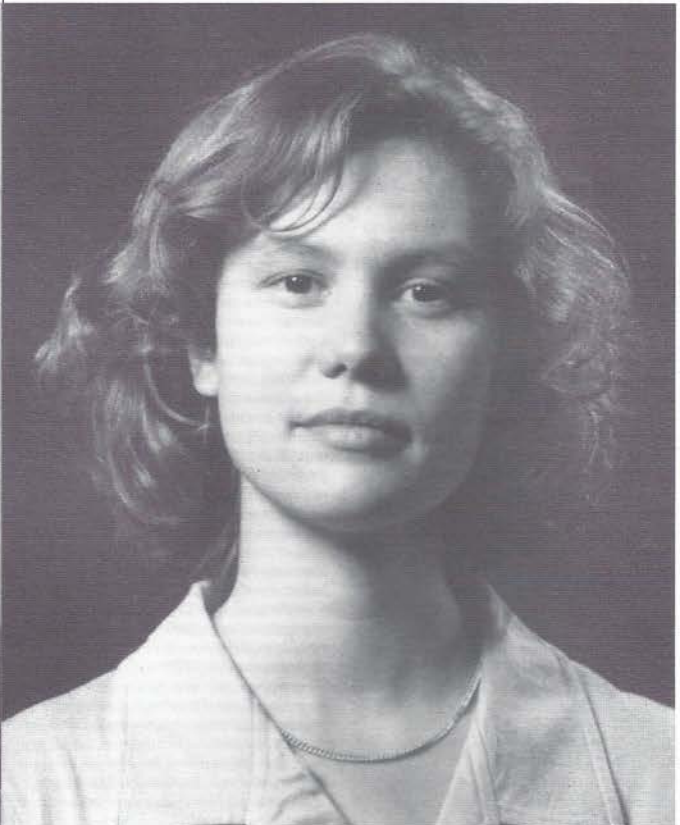
Pro Memoria / Festivals Schweiz / Festivals suisse

Genève 20. – 26.9.1999
Cinéma tout écran
Les Diablerets 1. – 10.10.1999
30e Festival International du Film Alpin
Luzern 27. – 31.10.1999
19. Internationales Film-, Video- & Multimedia-Festival VIPER '99
Bellinzona 20. – 27.11.1999
Castellinaria Festival internazionale del cinema giovane
Solethurn 18. – 23.1.2000
35. Solothurner Filmtage
Fribourg 12. – 19.3.2000
14e Festival International de Films de Fribourg
Nyon 1. – 7.5.2000
31e Festival International du Cinéma Documentaire «Visions du réel»
Locarno 2. – 12.8.2000
53. Festival internazionale del film

Märkte / Marchés

Amsterdam/Niederlande
25.11. – 2.12.1999
Docs for Sale
c/o IDFA
Kleine Gartmanplantsoen 10
NL-1017 RR Amsterdam
Tel. 0031 20 627 33 29
Fax 0031 20 638 53 88
e-mail: info@idfa.nl
http://www.idfa.nl

Milano/Italien
17. – 22.10.1999
65. MIFED
E.A. Fiera Milano
Largo Domodossola, 1
I-20145 Milano
Tel. 0039 02 4801 29 12
Fax 0039 02 499 77 020
e-mail:mifed@fnd.it



Bundesfilmförderung/Aide fédérale au cinéma

2. Sitzung des Begutachtungsausschusses I vom 27.-30. Juni 1999
2^e séance du comité consultatif I du 27 au 30 juin 1999

Vorgeschlagene Beiträge / Contributions proposées

Drehbuchbeiträge oder Beiträge zur Entwicklung eines Kinofilmprojekts/ Contributions à l'élaboration d'un scénario ou au développement d'un projet de film de cinéma		
Titel/Drehbuch/Regie Titre/scénario/réalisation	Beitrag Subvention	Produktion Production
Kröhnke's Berlin (LD)	30'000	Simon Bischoff
Simon Bischoff (A/I/R)		
Friedrich Kröhnke (A)		
I ragazzi di Villa Emma (LD)	43'000	Ventura Film
Piero del Giudice (A/I)		
Andres Pfäffli (R)		

Herstellungsbeiträge Kino / Contributions à la réalisation de films cinéma		
Titel/ Regie Titre/ Réalisation	Beitrag Subvention	Produktion Production
Aufwärts (CF)	2'700	Jonas Lüscher
Jonas Lüscher		
Am späten Abend (CF)	20'000	Film und Fernseh-Akademie Berlin
Menga Huonder-Jenny		Menga Huonder-Jenny
Ivanka de l'ours (CA)	30'000	Anne Baillod
Anne Baillod		
Vampires (CA)	81'527	Zoltan Horvath
Zoltan Horvath		
Summertime (CF)	120'000	Dschoint Ventschr AG
Anna Luif		
Ganz (LD)	220'000	PS Film GmbH
Norbert Wiedmer		Biograph Film
Varlin (LD)	220'000	Catpics
Friedrich Kappeler		

Minderheits-Koproduktionen / coproductions minoritaires		
Titel/ Regie Titre/ Réalisation	Beitrag Subvention	Produktion Production
Anna Wunder (LF)	250'000	C-Films
Ulla Wagner		Pandora Film (D)

Drehbuchbeiträge oder Beiträge zur Entwicklung eines Fernsehfilmprojekts/ Contributions à l'élaboration d'un scénario ou au développement d'un projet de film TV		
Titel/Drehbuch/Regie Titre/scénario/réalisation	Beitrag Subvention	Produktion Production
Des Suisses dans les FFL (CD)	3'000	Société Productions Maison TSR
Daniel Künzi (A/I/R)		
Gilles Perrault (A)		
Obsession (LF)	30'000	Maximage DRS
Gitta Gsell (A/I/R)		
Christa Capaul (A)		

Herstellungsbeiträge TV / Contributions à la réalisation de films TV		
Titel/ Regie Titre/ Réalisation	Beitrag Subvention	Produktion Production
Annemarie Schwarzenbach (CD)	30'000	Troubadour Films TSR
Carole Bonstein		
CyberKids (CD)	45'000	Amka Films Productions SA TSI
Amirouche Jesse Allaoua		
Close to risk (CD)	50'000	Horizon Films TSR
Daniel Schweizer		
Alima en Suisse (CD)	60'000	Point de Vue Productions SF DRS
Ayten Mutlu		
Hanspeter Giuliani		

Sitzung der Jury für Filmprämien vom 16. - 18. Juni 1999
Séance du jury des primes du 16 au 18 juin 1999

Vorgeschlagene Prämien - Primes proposées

Qualitäts- und Studienprämien/ Primes de qualité et d'étude		
Titel/Autor/Regisseur Titre/Auteur/Réalisateur	Beitrag Subvention	Produzent Producteur
A Nedjad (SP)	10'000	DAVI
Frédéric Choffat		
Père amer (SP)	10'000	NB Production
François Baumberger		
Hotel Belgrad (SP)	15'000	HKG
Andrea Staka		
Carcasses et crustacés (SP)	15'000	Zoltan Horvath
Zoltan Horvath		
Made in India (QP)	30'000	Light Night Production SA
Patricia Plattner		
Fugue (QP)	30'000	Studio GDS
Georges Schwizgebel		

2. Sitzung des Ausschusses Förderung der Filmkultur vom 10. Juni 1999
2ème séance du comité d'experts d'encouragement à la culture cinématographique du 10 juin 1999

Vorgeschlagene Beiträge/ Contributions proposées

Gesuchsteller Auteur de la demande	Zweck Motif	Beitrag Subvention
GSA / STFG	Promotion des films d'animation dans les festivals	22'500.-
ZOOM / Zeitschrift für Film	Produktionsbeitrag 1. Halbjahr 1999	40'000.-
Agence Suisse du court métrage	Crédit complémentaire pour 1999	75'000.-
IGV/CID	2. Vergaberunde 1999	77'000.-
FILM	Produktionsbeitrag 2. Halbjahr 1999	125'000.-

Canton de Genève

Commission création audiovisuelle
Séance du 27 mai 1999

Aide à la production:		
Titel/ Regie Titre/ Réalisation	Beitrag Subvention	Produktion Production
Giuseppe Bianco	Perdu	12'16mm / nb / fiction
10'000.-		
Lewis Häusler	La Bombe	7' / vidéo digitale -> 35mm coul. fiction
20'000.-		
Anita Holdener	Chérie, je t'aime	27' / 16mm / nb / fiction
10'000.-		
Zoltan Horvath	Vampires	6' / 35mm Beta D / coul. / film d'animation
15'000.-		
Daniel Kunzi	Des Suisses dans les FFL	52' / Betacam SP / coul. / docu.
20'000.-		
Vincent Pluss	Le bonheur des autres	15' / DV 6/9-35mm et Beta SP / coul. / fiction
30'000.-		

Prime de la qualité: pas de prime accordée
Prochaines séances d'examen des dossiers : 7 octobre 99
Délais de dépôt des dossiers : 6 septembre 99

Teleproduktions-Fonds GmbH

Beiträge des Teleproduktions-Fonds im 1. Halbjahr 1999

Im ersten Halbjahr 1999 gingen beim Teleproduktions-Fonds insgesamt 15 Beitragsgesuche ein. Davon bezogen sich 3 auf die Drehbuch- oder Projektentwicklung, 12 auf die Herstellung. Von diesen Gesuchen sind 4 noch nicht entschieden, 6 wurden gutgeheissen, 4 abgelehnt und eines wurde vor dem Selektionsentscheid wieder zurückgezogen. Insgesamt wurden Darlehen im Gesamtbetrag von Fr. 850'000.- zugesprochen. Die Beträge gingen an die folgenden Produktionen:

Titel/ Regie Titre/ Réalisation	Produktion Production	Produzent Producteur
Die letzten Ferien	Fama Film AG	Sascha Weibel
Fr. 300'000.- für die Herstellung		
Bashkim	Carac Film AG	Vadim Jendreyko
Fr. 60'000.- für die Herstellung		
Warten auf Henry	Triluna Film AG	Pierre Koralnik
Fr. 30'000.- für die Projektentwicklung		
La Beauté sur la terre	Cinémanufacture S.A.	Antoine Plantevin
Fr. 250'000.- für die Herstellung		
La fête	CAB Productions SA	Diverse Regisseure
Fr. 180'000.- für die Herstellung		
Obsession	Maximage GmbH	Gitta Gsell / Christa Capaul
Fr. 30'000.- für die Projektentwicklung		

Ausserdem beteiligt sich der Teleproduktions-Fonds gemeinsam mit SF DRS und FOCAL am Programm zur Entwicklung und Produktion von schweizerischen Primetime Fernsehfilmen (Programm «Fernsehfilme SF DRS 2000»). Aus den von 30 Produktionsfirmen eingereichten 70 Vorschlägen wurden 22 Projekte ausgewählt, für welche zur Zeit Treatments erarbeitet werden. Es sind dies die folgenden Projekte:

- Claudio lügt (Micha Lewinsky / Bernard Lang Filmproduktion AG)
- Das Landei oder Jo Montego ist tot (Daniel Helfer / Turnus Film AG)
- Der Swimmingpool (Lukas Frieden / Carac Film AG)
- Dicke Hunde (Waltraud Ehrhardt und Peter Obrist / Fama Film AG)
- Frauenfeld West (Wolfgang Panzer / Claudia Sontheim Filmproduktion)
- Frohsinn (Miklos Gimes und Wolfgang Panzer / Claudia Sontheim Filmproduktion)
- Für kein Geld der Welt (Babo Brinkmann / Maximage GmbH)
- Geheimnis einer Frau (Alain Klarer und David Milhaud / Vega Film AG)
- Gesucht: Neuer Wirt für den Sternen (Sascha Weibel / T+C-Film AG)
- Giftiges Erbe (Bettina Wilhelm und Jane Corbett / Fama Film AG)
- Hofmanns Geschenk (Rolando Colla / Peacock Film GmbH)
- Im Namen der Gerechtigkeit (Stefan Jäger / hands up Filmproduktion GmbH)
- Kein Wunder (Christa Capaul / C-Films AG)
- Lieber Brad (Güzin Kar / Bernard Lang Filmproduktion AG)
- Matto regiert (Sabine Boss / Dschoint Ventschr AG)
- Mein ist die Rache (Philipp Engelmann / Carac Film AG)
- Mein Kind (Alex Martin und Marion Reichert / Independent Team Film AG)
- Natascha (Urs Aebersold / PS Film GmbH)
- Nimm's nicht persönlich (Wolfgang Panzer / Claudia Sontheim Filmproduktion)
- Plagiat (Martin Steiner / PS Film GmbH)
- Spital in Angst (Jürg Brändli / Kontra-Produktion GmbH)
- Staudamm (Fulvio Bernasconi und Christian Davi / Ventura Film AG)

Bern, 2. August 1999

«Genet à Chatila» de Richard Dindo



Impressum

Ciné-Bulletin

9/99 No. 287
September / septembre 1999

Revue suisse des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel
Éditée en collaboration avec les associations professionnelles et les institutions du cinéma membres du Comité de patronage de CB.

Zeitschrift der Schweizer Film- und Audiovisionsbranche
Herausgegeben in Zusammenarbeit mit den Berufsverbänden und Filminstitutionen der Trägerschaft CB

Ciné-Bulletin erscheint als Beilage zu FILM

Herausgeber:
Stiftung Ciné-Communication

Verantwortlich:
Françoise Deriaz
Dominik Slappnig

Redaktion:
Françoise Deriaz
Michael Sennhauser

Collaboration/Mitarbeit:
Micha Schiwow

Layoutdesign:
Peter Scholl, Oliver Slappnig

Adresse Redaktion Deutschschweiz:
Ciné-Bulletin
Bederstrasse 76 - Postfach 147
8027 Zürich
Tel. 01 204 17 77 Fax 01 280 28 50
E-mail: sennhauser@email.ch

Adresse rédaction Suisse romande:
Ciné-Bulletin
Rue du Maupas 2
1004 Lausanne
Tel. 021 351 26 70, fax 021 323 59 45
E-mail: fderiaz@planet.ch

Koordination Brancheninformation,
Inserateannahme, Festivalkalender:
Annemarie Schoch (Dienstag)
Schweizerisches Filmzentrum
Neugasse 6 - Postfach
8031 Zürich
Tel. 01 272 61 71, Fax 01 323 59 45
Tel. 01 272 53 30 (Schweizerisches
Filmzentrum)
E-mail: cinebulletin@swissfilms.ch

Abo-Hotline:
Ciné-Bulletin/FILM
Tel. 0848 800 802

Nachdruck nur mit Genehmigung
der Redaktion und mit Quellenangabe
gestattet/Reproduction
uniquement autorisée avec l'accord
de la rédaction et avec la citation de la
source.

ISSN 1018-2098

Redaktionsschluss der nächsten
Nummer / Délai de rédaction du
prochain numéro:

No. 288 - Oktober/octobre 1999
Redaktion/rédaction:
31. August/aout
Inserate/Annonces:
6. September/septembre

No. 289 - November/novembre 1999
Redaktion/rédaction:
4. Oktober /octobre
Inserate/Annonces:
11. Oktober /octobre

Beteiligte Verbände und Institutionen/Associations et institutions participantes

ARC Association romande du cinéma
8, Avenue Montoie, 1007 Lausanne,
tél. 021 661 40 60, fax 021 661 40 61

Bundesamt für Kultur /
Office fédéral de la culture,
Hallwylstrasse 15, Postfach,
3003 Bern, Tel. 031 322 92 71,
Fax 031 322 92 73, E-mail:
CINEMA.FILM@bak.admin.ch

Cinélibre - Association suisse de
promotion et d'animation ciné-
matographique/Verband Schweizer
Filmklubs und nichtkommerzieller
Spielstellen,
Sekretariat: Dominique Béot,
Postfach, 8026 Zürich,
Tel. 01 242 38 50, Fax 01 242 19 39

Cinémathèque suisse /
Schweizer Filmarchiv,
3, allée Ernest-Ansermet,
1003 Lausanne,
tél. 021 331 01 01, fax 021 320 48 88

Cinéma tout écran
Maison des Arts du Grütli,
16, rue Général-Dufour,
case postale 5305, 1211 Genève 11
tél. 022 328 85 54, fax 022 329 68 29
E-mail: info@cinema-tout-ecran.ch
Internet: http://www.cinema-tout-ecran.ch

Festival internazionale del film
Locarno,
Via della Posta 6, casella postale,
6601 Locarno,
tel. 091 751 02 32, fax 091 751 74 65
E-mail: pardo@tinet.ch

Focal, Fondation de formation
continue pour le cinéma et
l'audiovisuel/Stiftung Weiterbildung
Film und Audiovision,
2, rue du Maupas, 1004 Lausanne,
tél. 021 312 68 17, fax 021 323 59 45

Groupement Suisse du Film
d'Animation (GSFA)/
Schweizer Trickfilmgruppe (STFG),
Secrétariat: Mme Béatrice Reichhart,
CH-1529 Cheiry,
tél. 026 668 28 48 et fax 026 668 28 58

Schweizerische Gesellschaft
Solothurner Filmtage/
Société des journées
cinématographiques de Soleure,
Postfach 140, 4504 Solothurn,

Tel. 032 625 80 80, Fax 032 623 64 10,
E-mail: filmtage@cuenet.ch

Schweizerisches Filmzentrum /
centre suisse du cinéma
Neugasse 6 - Postfach
8031 Zürich
Tel. 01 272 53 30, Fax 01 272 53 50
E-mail: info@swissfilms.ch

Schweizerische Radio- und
Fernsehgesellschaft (SRG)/Société
suisse de la radio et télévision (SSR),
Koordination: Tiziana Mona, Leiterin
Stab TV/Affaires générales TV,
Giacomettistrasse 3, 3000 Bern 15,
Tel. 031 350 94 61, Fax 031 350 94 48

Schweizer Syndikat Film und Video
(SSFV)/Syndicat suisse film et vidéo
(SSFV), Sekretariat, Josefstrasse 106,
Postfach, 8031 Zürich,
Tel. 01 272 21 49, Fax 01 271 33 50
E-mail: ssfv@compuserve.com

Schweizerischer Filmverleiher-
Verband (SFV)/Association suisse des
distributeurs de films (ASDF),
Schwarztorstr. 56, Postfach 8175,
3007 Bern,
Tel. 031 387 37 02, Fax 031 387 37 14

Schweizerischer Kino-Verband (SKV)
Association cinématographique
suisse (ACS),
Postfach 145, 6949 Comano,
Tel. 091 935 09 51

Schweizerischer Verband der
Filmjournalistinnen
und Filmjournalisten (SVFJ)/
Association suisse des journalistes
cinématographiques (ASJC),
Sekretariat: Sibylle Matt,
Lerberstrasse 12, 3013 Bern,
Tel. und Fax 031 333 29 25
E-mail: svfj@email.ch

Société Suisse des Auteurs (SSA)
12/14, rue Centrale,
case postale 3893, 1002 Lausanne,
tél. 021 313 44 55, fax 021 313 44 56,
E-mail: info@ssa.ch

SSV Schweizer Studiofilm Verband
Schweizer Sektion der C.I.C.A.E
ASCA Association Suisse du Cinéma
d'Art Séction suisse de la C.I.C.A.E
Bea Cuttat
(Präsidium und Geschäftsstelle)
Postfach 607, 8045 Zürich,

Tel. 01 201 24 87, Fax 01 201 24 42

Schweizerischer Verband Film-
technischer und Audiovisueller
Betriebe/Association suisse des
industries techniques de l'image et
du son, Sekretariat: Philippe Probst,
Konsumstrasse 16a, 3007 Bern,
Tel. 031 382 44 33, Fax 031 382 46 42

Schweizerischer Verband der Film-
produzentInnen (SFP) /Association
Suisse des producteurs de films
(SFP), Sekretariat: Dr. Willi Egloff,
Zinggstrasse 16, 3007 Bern,
Tel. 031 372 40 01, Fax 031 372 40 53

Suissimage, Schweizerische Gesell-
schaft für die Urheberrechte an
audiovisuellen Werken/Société
suisse pour la gestion des droits
d'auteurs d'œuvres
audiovisuelles, Neuengasse 23,
Postfach, 3001 Bern,
Tel. 031 312 11 06, Fax 031 311 21 04.

Agence suisse du court métrage/
Kurzfilmagentur Schweiz
Maupas 2, 1004 Lausanne,
tél. 021 311 09 06, fax 021 311 03 25
E-mail: agency@filmmet.ch

Swiss Film and Video Producers
Schweizer Film- und Video-
Produzenten/Producteurs Suisses
Film et Vidéo/Productori Svizzeri
Film e Video
Sekretariat:
Weinbergstrasse 31, 8006 Zürich
Tel. 01 266 64 46, Fax 01 262 29 96

Verband Filmregie und Drehbuch
Schweiz/Association suisse des
réalisatrices et réalisateurs de films,
Sekretariat: Brigitte Wicki, Postfach,
8340 Hinwil,
Tel. 01 937 23 16, Fax 01 938 13 57

VIPER Internationales Film-, Video-
und Multimedia-Festival Luzern/
Festival international du Film, de la
Vidéo et des Multimédias,
Postfach 4929, 6002 Luzern,
Tel. 01 450 62 62, Fax 01 450 62 61
E-mail: viper@dial.eunet.ch

Visions du Réel - Festival Internatio-
nal du Cinéma Documentaire
Case postale 593, 1260 Nyon,
tél. 022 361 60 60, fax 022 361 70 71,
E-mail: docnyon@visionsdureel.ch

Inserate / annonces

Günstigst abzugeben:

3-4 Filmkörbe mit 16mm & 35mm Galgen,
Licht und Stoffsack

STUDIO BELLERIVE Zürich
Telefon +41-1-256 15 00
Fax: +41-1-256 15 05
E-Mail: studiobellerive@condorfilms.ch

«Grosse Gefühle» von Christof Schertenbleib



Ihre Rechte im Blickpunkt.



Von jetzt an wird Ihren Urheberrechten im audiovisuellen Bereich noch umfassender Rechnung getragen. SUISSIMAGE und SSA ergänzen sich in ihren Aufgabenbereichen und sichern Ihnen dank enger Zusammenarbeit auf einer breiten Basis die Wahrnehmung Ihrer Rechte in verschiedenen Auswertungsphasen Ihres Werkes: Sendung, Weitersendung, privates Kopieren oder Vermieten. In der Schweiz ebenso wie im Ausland.

Darüber hinaus unterstützen SSA und SUISSIMAGE Ihre Mitglieder in rechtlichen Fragen im Bereich des Urheberrechts. Die beiden Gesellschaften verwalten aber auch Fonds für soziale und kulturelle Zwecke. Wirkungsvoller wurde noch nie zu Ihren Rechten geschaut.

SUISSIMAGE – Bern
Tél. 031/312 11 06
Lausanne
Tél. 021/323 59 44
e-mail: mail@suisimage.ch

SSA – Lausanne
Tél. 021/313 44 55
e-mail: info@ssa.ch

suisimage & **SSA**

FILM

Die Schweizer Kinozeitschrift
Revue suisse de cinéma

Haben Sie etwas vermisst?

Letztmals erhielten Sie die erste Nummer der neuen Schweizer Kinozeitschrift FILM zum kennenlernen. Als Ciné-Bulletin-Abonnentin oder Abonnent können Sie jetzt FILM ab September zum exklusiven Vorzugspreis von Fr. 44.– abonnieren (statt Fr. 78.–). FILM bietet in der September-Ausgabe unter anderem ein ausführliches Dossier zu Stanley Kubrick.

Avez-vous raté votre rendez-vous avec FILM?

Pour faire connaissance, vous avez reçu gracieusement le premier numéro de la revue suisse de cinéma FILM. En votre qualité d'abonné(e) à Ciné-Bulletin, vous bénéficiez d'un tarif d'abonnement préférentiel de Fr. 44.– par an. Si vous vous abonnez tout de suite, vous recevrez immédiatement le second numéro de FILM (septembre).

Abonnieren Sie FILM zum CB-Einführungspreis!

Ja, ich möchte vom einmaligen CB-Einführungspreis profitieren.

Ich abonniere FILM für 1 Jahr (11 Ausgaben) zum Preis von Fr. 44.– und spare mehr als 45 Prozent (Einführungspreis gültig bis 31. 12. 99).

Ich möchte FILM besser kennenlernen und bestelle die nächsten 3 Ausgaben zum Preis von nur Fr. 10.– statt 24.–. Die zehn Franken lege ich direkt dem Coupon bei.

Coupon einsenden an:
Redaktion FILM, Bederstrasse 76, Postfach 147, 8027 Zürich

Name, Vorname

Strasse, Nr.

PLZ, Ort

Unterschrift

Abonnez-vous dès septembre aux prix de lancement!

Oui, je souhaite profiter des prix de lancement réservés aux abonnés de Ciné-Bulletin.

Je m'abonne à FILM pour 1 an (11 numéros) pour le prix préférentiel de Fr. 44.– et réalise ainsi une économie de plus de 45% sur le prix normal d'abonnement (offre valable jusqu'au 12.12.1999).

J'aimerais mieux connaître FILM et souhaite recevoir les trois prochains numéros pour Fr. 10.– seulement au lieu de Fr. 24.–. Je joins à l'envoi de ce coupon un billet de Fr. 10.–.

Coupon à envoyer à:
FILM - Service des abonnements - Case postale 271 - 1000 Lausanne 9

Nom, prénom:

Rue:

NPA/localité:

Date, signature: